

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 14 JUILLET 1920.

Projet de loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La guerre a démontré la nécessité de reviser la législation sur l'indigénat. Je le signalais dans l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi provisoire du 25 octobre 1919 sur les options de patrie. « Le problème, disais-je, est d'ordre » général. Maintenant que notre conscience nationale se trouve raffermie par le » baptême du feu et du sang, nous avons à nous demander s'il ne convient pas de » prendre des précautions plus strictes avant de conférer à un étranger le nom de » Belge. Je compte saisir de cette grave question le Conseil de législation attaché » à mon Département ».

Le Conseil de législation m'a demandé si l'étude qui lui était confiée devait se borner à la revision de la loi du 8 juin 1909 ou si elle devait s'étendre à celle de la loi du 6 août 1881 et à l'examen de dispositions relatives à la déchéance de la qualité de Belge.

Je lui ai répondu qu'il me paraissait désirable que l'avant-projet préparé par le Conseil englobe toute la matière de la nationalité : indigénat, naturalisation, déchéance de la qualité de Belge.

Le Conseil vient de me communiquer le résultat de ses travaux. Il m'a transmis avec un remarquable rapport de M. Galopin, professeur à l'Université de Liège, et de M. Morelle, conseiller à la Cour d'Appel de Bruxelles, un avant-projet complet sur la matière. J'ai l'honneur de le soumettre aux délibérations du Parlement. La Chambre trouvera dans le rapport présenté au nom du Conseil et qui est ci-annexé, la justification des réformes proposées.

Les textes relatifs à la déchéance de la qualité de Belge qui figurent parmi les dispositions transitoires du projet et donnent aux tribunaux un pouvoir presque discrétionnaire, frapperaient la caducité, si la Chambre croyait devoir se rallier à

cette formule radicale, le projet de loi que j'ai eu l'honneur de déposer les 2 juillet 1919 et 13 janvier 1920. Le Gouvernement émet le vœu que l'examen en soit poursuivi concurremment.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.



ANNEXE

CONSEIL DE LÉGISLATION

Projet de loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité

RAPPORT

PRÉSENTÉ AU NOM DU CONSEIL DE LÉGISLATION PAR MM. GALOPIN ET MORELLE

OBSERVATIONS GÉNÉRALES. — PRINCIPES DU PROJET.

Sur l'invitation de M. le Ministre de la Justice, le Conseil a incorporé, dans son projet de réforme de la loi du 8 juin 1909, la revision de la loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, et il a introduit, parmi les dispositions transitoires, des règles spéciales sur la déchéance de la qualité de Belge à raison d'actes de trahison commis pendant la guerre.

Le système du projet, en ce qui concerne l'acquisition de la nationalité est de concilier deux nécessités également fortes, celle de conserver une législation accueillante pour les étrangers qui méritent de devenir Belge de droit, l'étant déjà à peu près de fait par l'éducation reçue dans nos écoles ou par une résidence de longue durée en Belgique, et celle d'abandonner la confiance naïve du législateur de 1909 en prenant diverses précautions contre les indésirables dont le moindre mal à dire est qu'ils ne veulent que les avantages juridiques de la qualité de Belge, tout en restant de cœur profondément attachés à leur nationalité d'origine.

Le projet abandonne résolument le projet du *jus soli*, vestige de la féodalité, en tant qu'il avait dicté les dispositions excessives des articles 7, 8 et 9 de la loi de 1909. Toute option de nationalité belge doit être agréée par l'autorité publique. Pour que l'étranger devienne Belge, il doit avoir donné des preuves d'assimilation à notre vie nationale, d'attachement à la Belgique, à ses mœurs et à ses institutions. Comme dans la famille du droit privé, on ne peut entrer dans la famille du droit public, la nation belge, que par voie d'adoption, c'est-à-dire par voie d'option agréée ou de naturalisation.

Faut-il ajouter que les auteurs du projet, à la différence des auteurs des projets français, n'ont pas eu à se préoccuper de combler des vides énormes causés par la guerre et le fléchissement de la natalité.

Le projet décide l'exclusion à priori de toute déclaration d'option et de toute demande de naturalisation émanée d'un étranger ressortissant d'un pays dont la législation lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité tout en en

acquérant une nouvelle. Ces dispositions des articles 7, alinéa 1^{er}, et 12 du projet visent directement la législation allemande d'avant la guerre, l'article 23 de la loi du 22 juillet 1913, dite loi Delbrück.

Elles sont l'application des articles 211 et 278 du traité de Versailles. Il faut une mesure radicale qui empêche le renouvellement des fourberies qui se sont commises sous la protection d'une législation contraire au droit des gens. Ainsi qu'on l'a très bien dit à la société des Études Législatives, *Bulletin* 1917-1918, page 52, le seul moyen décisif d'assurer le loyauté des déclarations d'option et des demandes de naturalisation est d'écarter provisoirement les ressortissants de toute législation qui se met en dehors du droit des gens, en *provoquant* cet acte frauduleux qui est le cumul volontaire de deux nationalités.

Les dispositions des articles 7, alinéa 1^{er}, et 12 du projet ne font nul obstacle à la recevabilité de la déclaration d'option ou de la demande de naturalisation présentée par un individu appartenant à un pays où l'allégeance est perpétuelle. Il n'y a aucune raison de soupçonner ce postulant d'user de fourberie vis-à-vis de nous ; rien ne permet de supposer qu'il *veuille* conserver son ancienne nationalité ; il se borne à nous demander l'application de ce principe que le droit moderne admet dans tous les pays de haute civilisation, à savoir que chacun est libre de changer de nationalité.

Toute déclaration d'option et toute demande de naturalisation doivent être soumises à une publicité sérieuse. Le projet institue des mesures destinées à provoquer des dénonciations d'empêchement ou oppositions, comme en matière d'autorisation d'établissements dangereux ou incommodes. L'enquête, que le projet confie au parquet en attendant l'institution d'une juridiction administrative indépendante, portera non seulement sur la moralité du candidat, mais encore sur le point de savoir si, au cours de son stage, il n'a fait aucun acte impliquant de sa part la persistance de son attachement à sa nationalité antérieure.

Le principe de la liberté individuelle doit avoir un rôle important en matière de nationalité. Pourquoi faire entrer ou maintenir dans la nation des personnes contre leur gré ? En règle générale la nationalité de chaque individu doit dépendre de sa volonté. De là le silence de l'article 4 à l'égard de la femme de l'étranger qui obtient la naturalisation, et la disposition du second alinéa de l'article 5 à l'égard des enfants mineurs.

Il importe, d'autre part, de conserver dans une sage mesure le principe de l'unité de nationalité au foyer domestique. Il convient, autant qu'il est possible, d'éviter le cumul des nationalités qui engendre le conflit des lois et peut engendrer des conflits familiaux. Aussi le projet n'a-t-il pas cru devoir accorder à la femme Belge qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée le droit de garder, malgré son mariage, la nationalité belge.

Le projet ne veut point connaître de Belges sous condition suspensive ou sous condition résolutoire. Il consacre cette règle absolue que l'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de quelque cause quelle procède, ne produit d'effets que pour l'avenir.

Si le projet s'est attaché à ne contrarier en rien le fonctionnement de notre loi sur le recrutement de l'armée, il ne renferme cependant aucune disposition inspirée par la considération des obligations sur le service militaire. Autre est la loi sur la

nationalité ; autre la loi sur la milice. C'est à cette dernière à déterminer souverainement les étrangers astreints au service militaire et les conditions sous lesquelles ils y sont soumis. De même, le projet a jugé inutile de décider que le Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, reste soumis aux obligations militaires aussi longtemps que son changement de patrie n'a pas été autorisé par le Gouvernement.

OBSERVATIONS SPÉCIALES SUR LES DISPOSITIONS DU PROJET.

ARTICLE PREMIER.

Sont Belges :

1° *L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de de Belge au jour de la naissance ;*

2° *L'enfant légitime posthume né d'une mère belge, même en pays étranger ;*

3° *L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.*

ART. 2.

L'enfant naturel dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de sa mère au jour de l'acte ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

Il ne suit la condition de son père que si la preuve de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

ART. 3.

L'enfant naturel-légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de son père, si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

Ces trois articles remplacent les articles 1, 2, 3 et 4 de la loi de 1909.

1° L'enfant suit la condition de celui de ses père et mère que la loi appelle à diriger son éducation. Tel est le principe sur lequel le projet s'appuie pour la détermination de la nationalité d'origine. Ainsi se justifient à la fois les dispositions du 1° et du 2° de l'article premier dans l'hypothèse où les père et mère de l'enfant légitime n'ont pas la même nationalité. Il importe peu, quant à l'enfant posthume, qu'il porte le nom de son père et soit appelé à lui succéder ; néanmoins, c'est à l'autorité de sa mère qu'il va être soumis, c'est elle qui façonnera son esprit et ses sentiments.

Les dispositions de l'article 1^{er}, 3°, et de l'article 2, relatives à l'enfant naturel, sont conformes à la législation antérieure et à la législation française de 1889.

2° Le projet ne reproduit pas la règle spéciale de l'article 3 de la loi de 1909 qui ne s'expliquait que « par un esprit de chauvinisme excessif » (VALÉRY. — *Droit International privé*, n° 161). Lorsqu'au lendemain de la naissance de l'enfant, le père Belge acquiert volontairement une nationalité étrangère, cet enfant perd

ipso facto la nationalité Belge; si ce changement de nationalité se produit dans le chef du père pendant la vie utérine de l'enfant, n'est-il pas profondément illogique de rattacher cet enfant à un pays auquel son père n'appartient plus? Le véritable intérêt de l'enfant est d'appartenir à la patrie actuelle de son auteur, et c'est cet intérêt qui doit être déterminant. L'abrogation de l'article 3 de la loi de 1909 contribue d'ailleurs à faire régner l'unité de nationalité dans la famille. Elle est en outre de nature à nous éviter des conflits de législation avec la France.

3° Le projet passe sous silence la disposition de l'article 4 de la loi de 1909 au sujet des enfants nés en Belgique de parents dont la nationalité est inconnue. La présomption d'attachement à la nation belge qui est à la base du système du *jus sanguinis* fait aussi bien défaut lorsque l'auteur de l'enfant n'a pas de nationalité connue que lorsqu'il a une nationalité étrangère déterminée.

L'attribution de la qualité de Belge est un bienfait, et nullement une charge; c'est un avantage de naître Belge; quelle raison de l'accorder à l'enfant d'un sans-patrie?

Si cet enfant, né en Belgique veut entrer dans la famille belge, et qu'il le mérite, il y a pour lui la voie de la déclaration d'option que lui ouvre l'article 6.

C'est par des charges, et non par des faveurs, que l'on doit lutter contre l'Heimatlosat.

4° L'article 3 du projet tranche une controverse en adoptant la solution recommandée par tous les auteurs, même par ceux qui soutiennent que, dans l'état actuel de la législation, la légitimation de l'enfant n'est pas une cause susceptible de modifier sa nationalité.

ART. 4.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

L'addition des mots par option a pour but de séparer le cas de l'option du cas de la naturalisation, ainsi que le vœu en fut exprimé dans les discussions de la loi de 1909. (Sénat, *Documents*, 1908-1909, p. 18.)

ART. 5.

Deviennent Belges les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge.

Ils peuvent toutefois, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité belge par une déclaration faite dans les formes établies par l'article 20.

De même qu'à l'article 16, l'article 5 remplace par l'expression *non émancipés* l'expression *non mariés* qui se trouvent dans les articles correspondants de la loi de 1909. En effet, il peut arriver que le père qui change de nationalité ait sous son autorité des enfants non mariés, bien près d'être majeurs, et que ces enfants aient un intérêt considérable à conserver leur nationalité d'origine. Dans l'économie du projet, le père trouvera dans la faculté de conférer l'émancipation le moyen de sauvegarder cet intérêt qui peut être primordial.

Le projet prévoit le cas où les père et mère de l'enfant mineur non émancipé sont séparés de corps ou divorcés. Il détermine la nationalité de l'enfant par la nationalité de celui de ses auteurs à qui la direction de son éducation a été confiée par la justice (art. 302 C. c.) ou par l'accord des époux (art. 280 C. c.).

Il importe d'observer que si le mariage est un acte volontaire, le changement de nationalité qui y est attaché par l'article 4 supra est un effet purement légal, et non un effet direct et immédiat de la volonté de l'épouse. La disposition de l'article 5 ne s'applique donc pas aux enfants de la femme veuve ou divorcée qui épouse un Belge. Il en était déjà ainsi sous la loi de 1909.

ART. 6.

Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions et suivant les formes ci-après établies :

1° L'enfant né en Belgique ;

2° L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait sa résidence habituelle en Belgique depuis cinq années au moins, ou de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge.

ART. 7.

L'option n'est point recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité bien qu'il en acquière une nouvelle.

La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1° L'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option ;

2° La déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa 22^e année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence en pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par le Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par le n° 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de 21 ans peut être relevé de la déchéance par le magistrat qui statue sur l'agrégation de l'option.

En règle générale, la déclaration d'option n'est recevable, selon le 1° de l'article 7, que si le déclarant a eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis. Il faut, en effet, qu'il y ait probabilité sérieuse, à vérifier par le juge de l'option, que l'enfant a reçu une éducation belge et qu'il a des attaches non nulées avec notre pays.

Par exception, cette condition de l'éducation en Belgique n'est pas exigée de l'enfant né d'un ex-Belge. C'est que bien souvent la naturalisation du père en pays étranger n'aura pas été absolument volontaire en fait : le père y aura été contraint par des intérêts pécuniaires respectables (nécessité de garder un emploi, d'être

admis à l'exercice de telle profession, etc.); quoique élevé à l'étranger, l'enfant n'aura pas eu les yeux détournés de la patrie de ces ancêtres, il sera resté imbu des souvenirs et des traditions de la famille, il aura conservé certains parents en Belgique. Ne suffit-il pas d'exiger qu'il soit revenu s'établir en Belgique une année avant qu'il sollicite notre nationalité? Il appartiendra toujours au juge de l'option de vérifier si cet enfant a été entretenu dans l'esprit belge.

ART. 8.

La déclaration d'option est faite par acte dressé au parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'identité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le président du tribunal de première instance prononce sur l'agrément de l'option, après avis du procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision n'est pas motivée; elle est notifiée au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du président du tribunal, par requête adressée au premier président de la Cour d'appel. Celui-ci statue en dernier ressort, après avis du procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

La décision définitive d'agrément est transcrite, à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 20. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Dans une législation bien ordonnée, l'agrément de l'option devrait appartenir à une autorité administrative à l'abri de tout soupçon de partialité inspirée par quelque intérêt de politique de village ou de coterie. En attendant l'établissement d'une telle juridiction, il convient de confier à l'autorité judiciaire la charge de statuer sur les déclarations d'option. Mais cette attribution provisoire n'altère point le caractère essentiellement administratif de l'acte d'agrément. Il ne peut être question en cette matière de l'application des règles de la procédure judiciaire; c'est une procédure administrative que le projet institue. De même, le juge prononce sans énoncer de motifs; il ne faut pas qu'il soit contraint de faire état des faits qui ne sont pas établis judiciairement, mais qui constituent cependant des raisons suffisantes pour écarter la demande. Il ne saurait non plus être question d'attacher l'autorité de la chose jugée à une décision de rejet d'option; aucun obstacle ne s'oppose à ce que celui qui n'a pas réussi à faire agréer sa demande dans les premiers jours du délai légal la réitère plus tard, après avoir donné de nouvelles marques de son attachement à notre patrie.

ART. 9.

La naturalisation confère la qualité de Belge.

Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

Le terme *naturalisation* est ici employé dans son sens étroit et technique; c'est l'acte par lequel le pouvoir législatif confère à un étranger la nationalité belge.

Le premier alinéa de l'article reproduit l'article 10 de la loi de 1909 et repousse ainsi la doctrine de Laurent, 11, n° 352, selon laquelle l'état politique des enfants qui viennent à naître après que leur père a obtenu la naturalisation ordinaire serait soumis aux mêmes restrictions que celui de leur auteur. Issus d'un Belge, ces enfants seront des Belges de naissance.

ART. 10.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut :

1° *Être âgé de 25 ans accomplis ;*

2° *Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins. Toutefois ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.*

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'Etat ou à la Colonie.

Ce texte simplifie la disposition de l'article 2 de la loi de 1881. Il n'y a à cela aucun danger. Si la loi générale accorde certaines facilités pour obtenir la grande naturalisation, les Chambres restent toujours souverainement maîtresses de peser la valeur de chaque requête. C'est dans l'intervention nécessaire du pouvoir législatif que se trouve la garantie contre l'abus des naturalisations. Comme sous la loi de 1881, les grandes naturalisations ne seront jamais bien nombreuses. On en a compté 324 pour la période décennale de 1881 à 1890; 129 pour la période de 1891 à 1900 et 87 pour la période de 1901-1910; il y en a eu 12 durant les années 1911-1914.

ART. 11.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire, il faut :

1° *Être âgé de 22 ans accomplis ;*

2° *Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins. Toutefois, ce délai est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.*

ART. 12.

La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 13.

La femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari est dispensée des conditions fixées par les articles 10 et 11.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées qui demandent la naturalisation conjointement avec leur auteur.

L'article 4 n'attribue pas la qualité de Belge à la femme de l'étranger qui devient Belge par naturalisation. Mais il faut permettre à cette femme d'acquérir notre nationalité conjointement avec son mari.

D'une manière générale, le texte proposé tend à ce que les changements de nationalité soient autant que possible collectifs. Rien n'est plus fâcheux que la pluralité de nationalité dans un même groupe familial.

Les enfants mineurs et non émancipés du naturalisé sont compris dans les dispositions de l'article 5.

ART. 14.

Toute demande de naturalisation est signée par celui qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale et authentique. Elle est adressée au Ministre de la Justice.

Celui-ci la communique au Parquet du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé à sa résidence habituelle. Le procureur du Roi en assure la publicité et procède à une enquête sur l'idonéité de l'intéressé conformément à l'article 8. A l'expiration de l'enquête, la demande et toutes les pièces de l'instruction sont transmises au pouvoir législatif.

Lorsque l'intéressé réside dans la colonie, la publicité de sa demande et l'enquête sont organisées par le Ministre des Colonies.

ART. 15.

L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice. Dans les deux mois de la notification l'intéressé ou son fondé de procuration spéciale et authentique doit en requérir la transcription sur le registre mentionné à l'article 20. Cet acte n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Il est publié au Moniteur Belge avec la mention de la transcription.

Le conseil n'a pas cru devoir reproduire la disposition de l'article 6 de la loi de 1881, même en y apportant les modifications proposées au Sénat par MM. Léger et Hanrez, au cours de la session de 1907-1908 (Documents parlementaires, p. 181). Il a paru au conseil que cet article 6, en astreignant les deux Chambres à une procédure parlementaire déterminée, a empiété sur le pouvoir constitutionnel que chaque Chambre possède de fixer seule, par son règlement, le mode suivant lequel elle exercera ses attributions (Art. 46 de la Constitution).

ART. 16.

Perdent la qualité de Belge :

1° *Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère; est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, fait un acte qui suppose nécessairement son intention de l'accepter ;*

2° *La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère ;*

3° *La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère.*

Toutefois la femme peut conserver la qualité de Belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 20, durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être Belge ;

4° *Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur*

ART. 17.

La femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 16, 2° ou 3°, peut toujours la recouvrer après la dissolution du mariage par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique.

L'enfant qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 16, 4°, peut la recouvrer entre l'âge de 18 ans et l'âge de 22 ans accomplis par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique. La disposition finale de l'article 7 lui est applicable. Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrite conformément à l'article 8.

Il n'y a aucune raison de faciliter le recouvrement de la qualité de Belge à celui qui l'a perdue volontairement. S'il veut la réacquérir, il doit se soumettre aux conditions de la naturalisation.

Il n'y a aucune raison de disposer que la femme qui a cessé d'être Belge, en vertu de l'article 16, 2° ou 3°, recouvre cette qualité de plein droit après la dissolution de son mariage, même si elle n'a cessé de résider en Belgique. Il se peut que cette femme ne tienne pas à redevenir Belge. Pourquoi lui imposer cette qualité malgré elle? Si elle désire redevenir Belge, pourquoi lui accorder cette faveur, sans aucune garantie en ce qui concerne ses véritables sentiments à l'égard de la nation étrangère à laquelle elle appartient de droit?

Le deuxième alinéa de l'article proposé assimile l'enfant qui a été Belge à l'enfant né d'un ci-devant Belge.

ART. 18.

L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir.

ART. 19.

Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de 18 ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage selon les conditions prescrites au chapitre 1^{er} du titre 5 du livre 1^{er} du Code civil.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'état civil ; cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

Le projet ne pouvait manquer de maintenir le principe que l'habilitation nécessaire à l'enfant âgé de moins de 21 ans pour faire la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17 doit être gouvernée par toutes les règles de notre législation interne en matière de mariage. Mais le conseil a exprimé le regret que, à la différence de la législation française, la loi Belge sur les conditions du mariage n'ait pas encore fait cesser la prédominance absolue du père sur la mère dans les cas de divorce et de séparation de corps.

ART. 20.

Les déclarations prévues aux articles 5 et 16 sont reçues par l'officier de l'État civil de la commune où les intéressés ont leur résidence habituelle ; elles sont inscrites soit dans le registre aux actes de naissances, soit dans un registre spécial tenu double. L'officier de l'état civil instrumente sans l'assistance de témoins.

Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte de naissance. Il en est de même des agrégations d'option et des transcriptions de naturalisation.

ART. 21.

La qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la personne de celui des auteurs du réclamant, dont la nationalité formait la condition de la sienne.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

Nonobstant les nombreux cas d'application des articles 7 et 17 de la loi de 1909, il restera encore des cas où l'enfant Belge de naissance, jure sanguinis, sera en peine d'établir sa nationalité autrement qu'en remontant jusqu'en 1803 à l'ancien principe de la territorialité, jus soli. Le texte proposé consacre l'enseignement de tous les civilistes français sur la preuve de la nationalité d'origine. Il est manifestement conforme à l'esprit du Code civil que la possession d'état qui est admise comme preuve du mariage et de la filiation soit également recevable comme preuve de la nationalité.

ART. 22.

Les articles 1^{er} à 11 de la loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, les articles 1^{er} à 13 de la loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la loi du 1^{er} juin 1911 et l'arrêté-loi du 11 mai 1918 relatifs aux descendants des habitants des parties

cédées du royaume, et les articles 3 et 5 de la loi du 23 octobre 1919 sur les options de patrie sont abrogés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

I. *Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent faire option pour la nationalité Belge, même si elles ont dépassé l'âge de 22 ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 3 de la loi du 23 octobre 1919 sur les options de patrie. Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.*

II. *Les déclarations prévues aux articles 4 et 6 de la loi du 23 octobre 1919 sur les options de patrie se font conformément aux articles 19 et 20 ci-dessus.*

III. *Les enfants et descendants de tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.*

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 19 et 20 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et, pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

IV. § 1^{er}. *Sur la poursuite du ministère public, est déclaré déchu de la qualité de Belge celui qui a manqué grièvement à ses devoirs envers la Belgique ou ses Alliés pendant la guerre.*

Cette disposition diffère en plusieurs points du projet présenté à la Chambre par le Gouvernement le 12 janvier 1920 :

A. Elle ne veut pas faire une énumération détaillée des causes de déchéance. Elle emprunte à un arrêt de la Cour de Gand du 7 juin 1919 (P. 1919, 2, 100), cette formule tout à la fois générale et précise : avoir manqué grièvement à ses devoirs envers la Patrie pendant la guerre. Ainsi sera atteinte la tentative d'assistance à l'ennemi, aussi bien que l'assistance consommée ; cette tentative, le projet du Gouvernement ne l'atteint pas, à la différence de la loi française du 18 juin 1917. Ainsi — et c'est là le point capital — sera atteinte la participation aux manœuvres dirigées par l'ennemi contre l'unité de la Patrie. Il serait inconcevable que celui qui s'est fait l'instrument d'une politique qui tendait directement à la destruction de la nationalité belge, qui la visait au cœur, ne fut pas atteint de la déchéance aussi bien que celui qui a porté les armes contre la Belgique ou ses Alliés.

B. La disposition proposée ne fait aucune distinction entre les traîtres, qu'ils soient Belges par la naissance ou qu'ils le soient par quelque autre mode légal. On l'a dit avec raison : à des situations identiques, il faut des sanctions identiques. Le Belge par sa naissance n'est-il pas plus coupable que le Belge par le simple effet de la loi ?

C. La disposition proposée n'ajoute pas à la déchéance de la qualité de Belge la privation des droits énumérés par l'article 31 du Code pénal. C'est que la privation de la plupart de ces droits est une conséquence *légale* de la perte de la qualité de Belge ; il en est ainsi pour les droits énumérés aux n°s 1, 2 et 4 de l'article 31. Quant aux autres, le système de cet article 31, premier alinéa, et des articles 32 et 33 suffit

pour que les traîtres en soient privés par une conséquence judiciaire des condamnations prononcées en vertu des articles 113 et suivants nouveaux du Code pénal.

§ 2. *L'article 2 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.*

§ 3. *L'action en déchéance a lieu devant le tribunal civil de première instance du domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu, de sa dernière résidence. A défaut de domicile ou de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.*

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut faute de comparaître, il ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au Moniteur Belge; l'opposition ne sera plus recevable après l'expiration de la huitaine à compter de cette publication, ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du Code de procédure civile.

Cette action en déchéance n'est ni pénale, ni disciplinaire; c'est une pure action civile, semblable à celle que la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a établie en matière de déchéance de la puissance paternelle.

La disposition finale du § 3, relative au cas du défaut faute de comparaître, détermine jusqu'à quel moment le défaillant peut former opposition contre le jugement ou l'arrêt. Il fallait établir une règle spéciale, la matière ne comportant aucun des actes prévus par l'article 159 du Code de procédure civile comme fermant le droit d'opposition. La règle tracée par le projet semble à la fois juridique et équitable; juridique, car la publication de la sentence en est une exécution; équitable, car le défaillant a encore huit jours après cette publication, pour exercer le droit d'opposition.

§ 4. *L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.*

§ 5. *Tout jugement de déchéance qui a acquis force de chose jugée est transcrit dans le registre indiqué à l'article 20. Il en est fait mention en marge de l'acte de naissance.*

La déchéance n'a d'effet que du jour de la transcription.

Celle-ci est publiée par extrait au Moniteur Belge.

§ 6. *La femme du Belge déchu peut décliner la nationalité belge dans le délai d'un an à partir du jour de la transcription de la déchéance; si elle est mineure, le délai ne commence à courir qu'à partir de sa majorité.*

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai. Les enfants mineurs sont admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la présente loi.

Les renonciations de nationalité sont faites dans les formes déterminées par l'article 20 de la présente loi.

Les Rapporteurs,
G. GALOPIN, F. MORELLE.

Le Président,
Ch. DEJONGH.

Le Secrétaire,

Chev. Ernest de BUNSWYCK.

PROJET DE LOI

relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont Belges :

1° L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de Belge au jour de la naissance ;

2° L'enfant légitime posthume, né d'une mère belge, même en pays étranger ;

3° L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 2.

L'enfant naturel, dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation, suit

WETSONTWERP

betreffende het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Belg zijn :

1° Het wettig kind, geboren zelfs in een vreemd land, uit een vader die tijdens de geboorte Belg was ;

2° Het wettig nageboren kind, zelfs in een vreemd land uit eene Belgische moeder geboren ;

3° Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 2.

Het natuurlijk kind, wiens afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is

la condition de sa mère au jour de l'acte ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

Il ne suit la condition de son père que si la preuve de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

ART. 3.

L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de son père, si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

ART. 4.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

ART. 5.

Deviennent Belges les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge.

Ils peuvent toutefois, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité Belge par une déclaration faite dans les formes établies par l'art. 20.

ART. 6.

Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions

vastgesteld, volgt den staat dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat. Valt dit vonnis eerst na den dood der moeder, dan volgt het kind den staat dien deze bezat tijdens haar overlijden.

Het volgt slechts den staat van zijn vader, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmede samengaat.

ART. 3.

Het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt, volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is of onderdaan van eene natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

ART. 4.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot door nationaliteitskeuze Belg wordt, volgt den staat van haar man.

ART. 5.

De niet geëmancipeerde minderjarige kinderen worden Belgen, wanneer de ouder die over hen het bewaarrecht uitoefent, vrijwillig den staat van Belg verwerft of herkrijgt.

Tot zij ten volle den leeftijd van twee en twintig jaar hebben bereikt, kunnen zij echter van de Belgische nationaliteit afzien door een verklaring afgelegd op de bij art. 20 bepaalde wijze.

ART. 6.

Kunnen den staat van Belg door keuze verkrijgen op de verder nader

et suivant les formes ci-après établies :

1° L'enfant né en Belgique ;

2° L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait sa résidence habituelle en Belgique depuis cinq années au moins, ou de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge.

ART. 7.

L'option n'est point recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité bien qu'il en acquière une nouvelle.

La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1° L'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option ;

2° la déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa 22^e année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence en pays étranger, aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par le Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par n° 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de

nader bepaalde voorwaarden en wijze :

1° Het kind in België geboren ;

2° Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders van wie er één sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België had, of uit ouders van wie er één den staat van Belg heeft bezeten.

ART. 7.

Nationaliteitskenze is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

De ontvankelijkheid der keuze hangt van de twee volgende voorwaarden af :

1° De belanghebbende moet zijn gewone verblijfplaats in België hebben gehad van zijn 14^e jaar af tot hij ten volle 18 jaar oud is geworden en ook gedurende het jaar dat aan de verklaring zijner keuze is voorafgegaan ;

2° De verklaring der keuze moet afgelegd worden vóórdát de belanghebbende ten volle 22 jaar oud is.

Met het verblijf in België, gedurende de minderjarigheid, wordt gelijkgesteld het verblijf in een vreemd land, zoolang de vader aldaar eene door de Belgische Regeering-begeven betrekking vervulde.

De onder bovenstaand n° 1 opgelegde verblijfsvoorwaarde is beperkt tot het jaar dat aan de keuze voorafging, wat betreft het kind uit vreemde ouders geboren, van wie er één den staat van Belg bezeten heeft.

De belanghebbende die doet blijken dat hij verhinderd is geweest de verklaring zijner keuze af te leggen

21 ans peut être relevé de la déchéance par le magistrat qui statue sur l'agrégation de l'option.

ART. 8.

La déclaration d'option est faite par acte dressé au Parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le président du tribunal de première instance prononce sur l'agrégation de l'option, après avis du Procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision n'est pas motivée ; elle est notifiée au déclarant par les soins du Procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le Procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du président du tribunal, par requête adressée au premier président de la Cour d'appel. Celui-ci statue en dernier ressort, après avis du Procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

sedert hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, kan van de vervallenverklaring ontheven worden door den rechter die beslist over de inwilliging der keuze.

ART. 8.

De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan bij akte opge maakt ten parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de aangever zijne gewone verblijfplaats heeft. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor bekendmaking daarvan door plakbrieven aan de deur van het gemeentehuis en aan de deur der woning van den aangever, alsmede door inlassching in een dagblad der provincie. De bekendmaking vermeldt den termijn gedurende welken die magistraat een onderzoek instelt naar de geschiktheid van den aangever. Steeds wordt het advies van den vrederechter ingewonnen.

De voorzitter der rechtbank van eersten aanleg doet over de inwilliging der nationaliteitskeuze uitspraak na ingewonnen advies van den Procureur des Konings en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen. De beslissing wordt niet met redenen omkleed ; zij wordt den aangever beteekend door de zorg van den procureur des Konings.

Binnen vijftien dagen na de be teekening, kunnen de aangever en de procureur des Konings zich tegen de beslissing van den voorzitter der rechtbank voorzien, bij een tot den eersten voorzitter van het Hof van be roep gericht verzoekschrift. Deze be schikt in laatsten aanleg na inge wonnen advies van den procureur ge neraal en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen.

Les citations et notifications se font la par voie administrative.

La décision définitive d'agrément est transcrite à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 20. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

ART. 9.

La naturalisation confère la qualité de Belge.

Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

ART. 10.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut :

- 1° Être âgé de 25 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins. Toutefois ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie.

ART. 11.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire il faut :

- 1° Être âgé de 22 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins. Toutefois, ce délai

Dagvaarding en beteekening geschieden langs bestuurlijken weg.

De eindbeslissing, waarbij de nationaliteitskeuze wordt goedgekeurd, wordt op aanzoek van het Openbaar Ministerie overgeschreven in het bij art. 20 gemelde register. De keuze heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

ART. 9.

Door naturalisatie wordt de staat van Belg verkregen.

Door de gewone naturalisatie worden echter niet de politieke rechten verkregen waarvoor de Grondwet of de wetten de staatsnaturalisatie eischen.

ART. 10.

Om de staatsnaturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

- 1° Ten volle 25 jaar oud zijn ;
- 2° Sedert ten minste tien jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter tot vijf jaar verminderd voor den vreemdeling die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

Staatsnaturalisatie kan wegens aan den Staat of de Kolonie bewezen uitnemende diensten zonder eenige andere vereischte worden verleend.

ART. 11.

Om de gewone naturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

- 1° Ten volle 22 jaar oud zijn ;
- 2° Sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek is

est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

ART. 12.

La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 13.

La femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari est dispensée des conditions fixées par les articles 10 et 11.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées, qui demandent la grande naturalisation conjointement avec leur auteur.

ART. 14.

Toute demande de naturalisation est signée par celui qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale ou authentique. Elle est adressée au Ministre de la Justice. Celui-ci la communique au Parquet du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé a sa résidence habituelle. Le Procureur du Roi en assure la publicité et procède à une enquête sur l'idonéité de l'intéressé, conformément à l'article 8.

A l'expiration de l'enquête, la

echter verminderd tot twee jaar voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong, bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

ART. 12.

Het verzoek om naturalisatie is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon bij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 13.

De vrouw, die samen met haar echtgenoot om naturalisatie verzoekt heeft niet te voldoen aan de door de artt. 10 en 11 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken.

ART. 14.

Elk verzoek om naturalisatie moet ondertekend zijn door hem die het indient, of door zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht. Het wordt tot den Minister van Justitie gericht, die het verder mededeelt aan het Parket der rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft. Overeenkomstig artikel 8, zorgt de procureur des Konings voor de bekendmaking en doet een onderzoek naar de geschiktheid van den verzoeker.

Na afloop van het onderzoek worden

demande et toutes les pièces de l'instruction sont transmises au pouvoir législatif.

Lorsque l'intéressé réside dans la Colonie, la publicité de sa demande et l'enquête sont organisées par le Ministre des Colonies.

ART. 15.

L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice. Dans les deux mois de la notification, l'intéressé ou son fondé de procuration spéciale et authentique doit en requérir la transcription sur le registre mentionné à l'article 20. Cet acte n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Il est publié au *Moniteur Belge* avec la mention de la transcription.

ART. 16.

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;
 ~ Est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, fait un acte qui suppose nécessairement son intention de l'accepter ;

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère ;

3° La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui

het verzoek en al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan de wetgevende macht.

Heeft de verzoeker zijn verblijf in de Kolonie, dan wordt voor bekendmaking en onderzoek gezorgd door den Minister van Koloniën.

ART. 15.

De akte van naturalisatie, door de Kamers aangenomen en door den Koning bekrachtigd, wordt den verzoeker beteekend door de zorg van den Minister van Justitie. Binnen twee maanden na de beteekening moet de verzoeker of zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht de overschrijving ervan eischen op het in art. 20 vermelde register. Deze akte heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Zij wordt door het *Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding der overschrijving.

ART. 16.

De staat van Belg wordt verloren :

1° Door hem die uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkrijgt ;

Wordt geacht uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkregen te hebben, hij die, haar van rechtswege verkregen hebbende, eene daad verricht die noodzakelijk doet veronderstellen dat hij het inzicht heeft ze te aanvaarden ;

2° Door de vrouw die in het huwelijk treedt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit, indien ook zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt ;

3° Door de vrouw wier echtgenoot uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt, indien ook zij de na-

est acquise en vertu de la loi étrangère.

Toutefois, la femme peut conserver la qualité de belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 20, durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être Belge ;

4° Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

ART. 17.

La femme qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16, 2° et 3°, peut toujours la recouvrer après la dissolution du mariage par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique.

L'enfant qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16 4°, peut la recouvrer, entre l'âge de 18 ans et l'âge de 22 ans accomplis, par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique. La disposition finale de l'article 7 lui est applicable.

Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrite conformément à l'article 8.

ART. 18.

L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de

tionaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt.

De vrouw kan echter den staat van Belg behouden door eene verklaring, op de bij art. 20 bepaalde wijze af te leggen binnen zes maand na den dag waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn ;

4° Door de niet-geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die bij toepassing van dit artikel vreemdeling is geworden en die over hen bewaarrecht uitoefent, indien zij tegelijk met hun vader de vreemde nationaliteit verkregen hebben.

ART. 17.

De vrouw die bij toepassing van art. 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien altijd terugverkrijgen na de ontbinding van het huwelijk door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat zij gedurende één jaar haar gewoon verblijf in België heeft gehad.

Het kind dat bij toepassing van art. 16, 4°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien tussehen den vollen leeftijd van 18 en van 22 jaar terugverkrijgen door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat het gedurende één jaar zijn gewoon verblijf in België heeft gehad. De slotbepaling van art. 7 is op hem toepasselijk.

De krachtens dit artikel afgelegde verklaringen van keuze behoeven de goedkeuring van de rechterlijke macht, en het besluit van goedkeuring wordt overeenkomstig artikel 8 overgeschreven.

ART. 18.

Het verkrijgen, verliezen of terugverkrijgen van den staat van Belg, op

quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir.

ART. 19.

Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de dix-huit ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage selon les conditions prescrites au chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} du Code Civil.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'État civil; cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

ART. 20.

Les déclarations prévues aux articles 5 et 16 sont reçues par l'officier de l'État civil de la commune où les intéressés ont leur résidence habituelle; elles sont inscrites soit dans le registre aux actes de naissance, soit dans un registre spécial tenu double. L'officier de l'état civil instrumente sans l'assistance de témoins. Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte de naissance.

Il en est de même des agrégations d'option et des transcriptions de naturalisation.

ART. 21.

La qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la

welken grond dan ook, heeft slechts kracht voor de toekomst.

ART. 19.

Van den leeftijd van ten volle achttien jaar af, zijn de minderjarige kinderen bevoegd om de bij de artt. 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, met bijstand van de personen wier toestemming zij behoeven voor de geldigheid van het huwelijk volgens de in hoofdstuk I van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek voorziene voorwaarden.

De toestemming wordt gegeven, hetzij in de verklaringsakte zelve, hetzij bij afzonderlijke akte, door een ambtenaar van den burgerlijken stand te ontvangen; deze afzonderlijke akte moet aan de verklaringsakte worden toegevoegd.

ART. 20.

De in de artt. 5 en 16 voorziene verklaringen worden ontvangen door den ambtenaar van den burgerlijken stand van de gemeente waar de betrokkenen hun gewoon verblijf hebben; zij worden overgeschreven in het register der geboorteakten of in een in duplo gehouden bijzonder register. De ambtenaar van den burgerlijken stand treedt op zonder bijstand van getuigen. Van deze verklaringen wordt melding gemaakt op den kant der geboorteakte.

Hetzelfde geldt ten aanzien van goedkeuring van nationaliteitskeuze en van de overschrijving van naturalisatie.

ART. 21.

De staat van Belg door geboorte is voldoende vastgesteld, indien is bewezen dat de ouder van den verzoeker,

personne de celui des auteurs du réclameant, dont la nationalité forme la condition de la sienne.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

ART. 22.

Les articles 1^{er} à 11 de loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, les articles 1^{er} à 15 de la loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la loi du 1^{er} juin 1911 et l'arrêté-loi du 11 mai 1918, relatifs aux descendants des habitants des parties cédées du royaume, et les articles 3 et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

I. Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent faire option, pour la nationalité Belge même si elles ont dépassé l'âge de vingt-deux ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie.

Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

II. Les déclarations prévues aux articles 4 et 6 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie se font conformément aux articles 19 et 20 ci-dessus.

III. Les enfants et descendants de

van wiens of wier nationaliteit de zijne afhangt, den staat van Belg bezit.

Het bezit van den staat van Belg wordt verkregen door de uitoefening van de rechten die deze staat toekent.

Tegenbewijs is steeds toegelaten.

ART. 22.

De artt. 1 tot 11 der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, de artt. 1 tot 15 der wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit, de wet van 1 Juni 1911 en de besluit-wet van 11 Mei 1918 betreffende de afstammelingen van de bewoners der afgestane gedeelten van het Rijk en de artt. 3 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze zijn ingetrokken.

Overgangsbepalingen.

I. Gedurende het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, kunnen de door de artt. 1 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze bedoelde personen voor de Belgische nationaliteit opteeren, zelfs wanneer zij den leeftijd van twee en twintig jaar overschreden hebben, bijaldien zij aan de andere, door bovenstaande artt. 6 en 7 voorgeschreven voorwaarden voldoen.

Hunne keuze wordt eerst van kracht als zij goedgekeurd is overeenkomstig het bepaalde in bovenstaand art. 8.

II. De bij de artt. 4 en 6 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze voorzien verklaringen dienen afgelegd overeenkomstig bovenstaande artt. 19 en 20.

III. De kinderen en afstammelingen

tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1859, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 19 et 20 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

IV. § 1^{er}. — Sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de la qualité de Belge celui qui a manqué grièvement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

§ 2. — L'article 2 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.

§ 3. — L'action en déchéance a lieu devant le tribunal civil de première instance au domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu, de sa dernière résidence. A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut, faute de comparaître, il

gen van elken persoon die, terwijl hij naar luid van art. 1 der wet van 4 Juni 1859 den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn domicile naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door voor den ambtenaar van den burgerlijken stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring geldt het voorgeschrevene in bovenstaande art. 19 en 20 in zake bevoegdheid en formaliteiten. Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop de wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, te rekenen van den dag hunner meerderjarigheid.

IV. § 1. — Op de vervolging van het Openbaar Ministerie wordt van den staat van Belg vervallen verklaard, hij die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort is gekomen.

§ 2. — Art. 2 der wet van 12 Februari 1897 op de vreemdelingen is niet toepasselijk op hen die met vervallenverklaring worden gestraft.

§ 3. — De vordering tot vervallenverklaring wordt ingesteld bij de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg ter woonplaats van den verweerder, of, bij gebreke aan eene gekende woonplaats, bij die zijner laatste verblijfplaats. Bij gebreke aan een gekende woon- of verblijfplaats in België, is de rechtbank van eersten aanleg te Brussel bevoegd.

Het vonnis is voor hooger beroep valbaar.

Het vonnis of het arrest, wanneer het, op grond van niet verschijning, bij

ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au *Moniteur Belge*; l'opposition ne sera plus recevable après l'expiration de la huitaine à compter de cette publication; ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du code de procédure civile.

§ 4. — L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

§ 5. — Tout jugement de déchéance qui a acquis force de chose jugée est transcrit dans le registre indiqué à l'article 20. Il en est fait mention en marge de l'acte de naissance.

La déchéance n'a d'effet que du jour de la transcription.

Celle-ci est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 6. — La femme du Belge déchu peut décliner la nationalité Belge dans le délai d'un an à partir du jour de la transcription de la déchéance; si elle est mineure, le délai ne commence à courir qu'à partir de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai. Les enfants mineurs sont admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la présente loi.

Les renonciations de nationalité

verslek wordt gewezen, beveelt dat het, na zijne beteekening, zal bekendgemaakt worden in twee dagbladen van de provincie en in het *Staatsblad*; verzet is niet meer toegelaten na afloop van acht dagen te rekenen van den dag der bekendmaking, welke termijn, zoo daartoe termen zijn, overeenkomstig art. 1033 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt verlengd.

§ 4. — De rechtsvordering tot vervallenklaring kan niet later dan drie jaar na het in werking treden dezer wet ingesteld worden.

§ 5. — Elk vonnis tot vervallenverklaring dat kracht was gewijsde heeft verkregen, wordt in het bij art. 20 bedoelde register overgeschreven. Er wordt melding van gemaakt op den kant der geboorteakte.

De vervallenverklaring heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Deze wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* bekend gemaakt.

§ 6. — De vrouw van den vervallenverklaarden Belg kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen den tijd van een jaar te rekenen van den dag der overschrijving van de vervallenverklaring; is zij minderjarig, dan gaat die termijn eerst in met hare meerderjarigheid.

Dezelfde bevoegdheid wordt aan de kinderen toegekend binnen denzelfden termijn. De minderjarige kinderen kunnen van den leeftijd van ten volle 18 jaar af de Belgische nationaliteit afwijzen in de bij art. 19 dezer wet bepaalde voorwaarden.

De nationaliteitsafwijzing geschiedt

sont faites dans les formes déterminées par l'article 20 de la présente loi.

op de bij art. 20 dezer wet bepaalde wijze.

Donné à Laeken, le 10 juillet 1920.

Gegeven te Laken, den 10^{en} Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVËLDE.

(XIV)

(N^o 440.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1920.

Wetsontwerp

betreffende het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEBEN,

De oorlog heeft uitgewezen hoe noodzakelijk het was de wetgeving op het ingezetenschap te herzien. Ik vestigde er de aandacht op in de Memorie tot Toelichting van het ontwerp, dat de voorloopige wet is geworden van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze.

« Het vraagstuk, zeide ik, is van algemeen aard. Nu ons nationaal bewustzijn door den doop van vuur en bloed is versterkt, moeten wij ons afvragen of geen strengere voorzorgen dienen genomen te worden vooreer aan een vreemdeling den naam van Belg te verleen. Ik stel me voor deze ernstige kwestie bij den Raad voor Wetgeving, die aan mijn Departement verbonden is, aanhangig te maken. »

De Raad van Wetgeving heeft mij gevraagd of de hem toevertrouwde arbeid zich moest beperken tot de herziening der wet van 8 Juni 1909, of zich ook moest uitstrekken tot de wet van 6 Augustus 1881, alsmede tot een onderzoek van de bepalingen betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg.

Ik heb hem geantwoord dat het mij wenschelijk voorkwam dat het door den Raad voorbereide voorontwerp alle punten van het nationaliteitsvraagstuk zou behandelen : ingezetenschap, naturalisatie, vervallenverklaring van den staat van Belg.

De Raad heeft mij thans den uitslag zijner werkzaamheden meegedeeld. Tegelijk met een merkwaardig verslag van den heer Galopin, professor aan de Luiksche universiteit en van den heer Morelle, raadshier in het Hof van beroep te Brussel, heeft hij mij een volledig voorontwerp betreffende deze zaken doen toekomen. Ik heb de eer het der Kamer ter behandeling voor te leggen. In het namens den Raad uitgebracht verslag, dat hieraan als bijlage is toegevoegd, zal de Kamer de rechtvaardiging vinden van de voorgestelde wijzigingen.

De teksten betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg die deel uitmaken van de overgangsbepalingen en aan de rechtbanken een bijna eigenmachtig gezag toekennen, zouden, indien de Kamer zich bij deze radicale formule meende te moeten aansluiten, het wetsontwerp doen vervallen dat ik de eer had op 2 Juli 1919 en op 13 Januari 1920 neer te leggen. De Regeering drukt den wensch uit dat zij tegelijk in behandeling zouden worden genomen.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

BIJLAGE.

RAAD VOOR WETGEVING.

Wetsontwerp betreffende het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit.

VERSLAG

NAMENS DEN RAAD VOOR WETGEVING UITGEBRACHT DOOR
DE HEEREN GALOPIN EN MORELLE.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN. GRONDSLAGEN VAN HET ONTWERP.

Op verzoek van den heer Minister van Justitie heeft de Raad in zijn ontwerp tot wijziging der wet van 8 Juni 1909 de herziening opgenomen der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie en heeft hij in de overgangsbepalingen bijzondere voorschriften ingelascht betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg wegens tijdens den oorlog gepleegd verraad.

Wat de verkrijging der nationaliteit betreft, beoogt het ontwerp twee eischen die zich even krachtig doen gelden : de noodzakelijkheid om eene gastvrije wetgeving te behouden voor de vreemdelingen die verdienen naar rechten Belg te worden, daar zij, door de in onze scholen genoten opvoeding of door een langdurig verblijf in België, in feite bijna reeds Belg zijn, en de noodzakelijkheid om het door den wetgever van 1909 aan den dag gelegde naïeve vertrouwen te laten varen, door het treffen van voorzorgsmaatregelen tegen ongewenschte vreemdelingen, tegen dewelke men als minste bezwaar kan aanvoeren, dat zij slechts de juridische voordeelen die de staat van Belg medebrengt wenschen te bezitten, terwijl zij met hart en ziel aan hunne oorspronkelijke nationaliteit verknocht blijven.

Het ontwerp ziet beslist af van het beginsel van het « jus soli », overblijfsel der feodale begrippen, voor zooveel het de al te ver strekkende bepalingen heeft ingegeven der artikelen 7, 8 en 9 der wet van 1909. Elke keuze van de Belgische nationaliteit moet door de openbare overheid goedgekeurd worden. Opdat een vreemdeling Belg kunne worden, moet hij bewezen hebben dat hij in staat is zich aan ons nationaal leven aan te passen en blijk hebben gegeven van verknochtheid aan België, zijne zeden en instellingen.

Evenmin als in de familie van het privaatsrecht, kan men in de familie

van het publiek recht, d. i. de Belgische Natie, treden tenzij door middel van aanneming, het is te zeggen door middel van goedgekeurde optie of naturalisatie. Is het noodig er hier op te wijzen dat degenen die het ontwerp hebben opgemaakt niet hadden te voorzien, zooals de stellers van de Fransche ontwerpen, in de groote leemte die door den oorlog en de daling van het geboortecijfer werd veroorzaakt?

Het ontwerp beslist dat *a priori* wordt uitsluitend elke aangifte van nationaliteitskeuze en elke aanvraag tot naturalisatie, ingediend door den onderdaan van een land, waarvan de wetten hem machtiging kunnen verleenen tot het behouden zijner nationaliteit, terwijl hij eene nieuw verkrijgt. Die bepalingen van de artikelen 7, 1^{re} lid, en 12 van het ontwerp doelen rechtstreeks op de Duitsche wet van vóór den oorlog, op artikel 25 der wet van 22 Juli 1913, gezegd wet-Delbrück. Zij zijn de toepassing van de artikelen 241 en 278 van het Verdrag van Versailles. Een afdoende maatregel dient de herhaling te beletten van bedriegerijen die gepleegd werden onder de bescherming van eene met het volkenrecht strijdende wetgeving. Zooals terecht werd opgemerkt door de *Société d'Études législatives*, Bulletin 1917-1918, blz. 52, bestaat het eenig afdoend middel, waardoor de loyaliteit der verklaringen van nationaliteitskeuze en der aanvragen tot naturalisatie wordt gewaarborgd, in de tijdelijke uitsluiting van de onderdanen van elk land, waarvan de wetgeving zich boven het volkenrecht stelt, doordat zij de bedriegelijke daad uitlokt, die bestaat in het gelijktijdig bezitten van twee nationaliteiten.

De bepalingen van de artikelen 7, 1^o lid, en 12 van het ontwerp zijn geen beletsel voor de ontvankelijkheid der verklaring van optie of der aanvraag tot naturalisatie, ingediend door den onderdaan van een land, waar de nationaliteitsverbintenis van bestendigen aard is. Er bestaat geen enkele reden om te vermoeden dat die aanvrager het inzicht heeft ons te bedriegen; niets kan ons doen veronderstellen dat hij zijne vroegere nationaliteit wenscht te behouden; hij bepaalt zich erbij de toepassing aan te vragen van een principe dat in alle landen van hoogere beschaving door het moderne recht wordt erkend, te weten dat eenieder de vrijheid bezit van nationaliteit te veranderen.

Aan elke verklaring van optie en aan elke aanvraag tot naturalisatie moet eene degelijke richtbaarheid gegeven worden. Het ontwerp schrijft maatregelen voor die ten doel hebben het indienen van bezwaren of aantekening van verzet uit te lokken, evenals dit geschiedt in zake vergunning voor gevaarlijke of hinderlijke ondernemingen. Het onderzoek dat door het ontwerp aan het parket wordt toevertrouwd, in afwachting dat eene zelfstandige bestuurlijke jurisdictie zal opgericht zijn, loopt niet alleen over de zedelijkheid van den aanvrager, maar ook over de vraag of deze in den loop van zijn proeftijd geen daden heeft begaan, waaruit zijne blijvende gehechtheid aan zijne vroegere nationaliteit zou kunnen blijken.

In zake nationaliteit moet het beginsel der individueele vrijheid een belangrijke rol vervullen. Waarom zou men in de natie personen tegen hun eigen wil opnemen of behouden? In algemeenere regel moet de nationaliteit van

elk persoon afhangen van zijn eigen wil. Daarom behandelt artikel 4 niet het geval der vrouw van den vreemdeling die de naturalisatie bekomt, daarom ontstond de bepaling van het 2° lid van artikel 5 betreffende de minderjarige kinderen.

Ten anderen, dient men het beginsel der eenheid van nationaliteit, in wijze mate, in het huisgezin te bewaren. Zooveel mogelijk moet het bezit van meer dan eene nationaliteit vermeden worden, daar dit aanleiding geeft tot conflicten tusschen de wetten, en ook familietwisten ten gevolge kan hebben. Het ontwerp heeft dan ook niet gemeend aan de Belgische vrouw, die met een vreemdeling van bepaalde nationaliteit huwt, het recht te moeten verleen en om, ondanks haar huwelijk, de Belgische nationaliteit te behouden.

Het ontwerp wil geen Belgen erkennen onder schorsende of onder ontbindende voorwaarde.

Het huldigt als volstrekten regel dat het verkrijgen, het verliezen en het terugbekomen van den staat van Belg, uit welke oorzaak hij ook is ontstaan, slechts in de toekomst van kracht worden.

Al heeft het ontwerp getracht in geen en deele de werking onzer wet op de aanwerving van het leger te belemmeren, toch bevat het geen enkele bepaling die werd ingegeven door de beschouwing der verplichtingen in zake militiedienst. De nationaliteitswet en de militiewet zijn twee geheel verschillende wetten. Deze laatste dient in hoogste instantie te bepalen welke vreemdelingen tot den militiedienst verplicht zijn en onder welke voorwaarden zij daaraan zijn onderworpen. Evenmin heeft het ontwerp het noodig geacht te beslissen dat de Belg, die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verkrijgt, aan de militieplicht blijft onderworpen, zoolang hem de Regeering geen machtiging heeft verleend om van nationaliteit te veranderen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN OVER DE BEPALINGEN VAN HET ONTWERP

ARTIKEL ÉÉN.

Belg zijn :

1° *Het wettig kind, geboren zelfs in een vreemd land, uit een vader, die tijdens de geboorte Belg was;*

2° *Het wettig nageboren kind, zelfs in een vreemd land uit eene Belgische moeder geboren;*

3° *Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.*

ART. 2.

Het natuurlijk kind, wiens afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is vastgesteld, volgt den staat dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat. Valt dit vonnis eerst na den dood der moeder, dan volgt het kind den staat dien deze bezat tijdens haar overlijden.

Het volgt slechts den staat van zijn vader, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmee samengaat.

ART. 5.

Het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt, volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is of onderdaan van eene natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

Deze drie artikelen vervangen de artikelen 1, 2, 3 en 4 der wet van 1909.

1° Het kind volgt den staat van dengene zijner ouders die door de wet geroepen wordt om zijne opvoeding te leiden. Dit is het beginsel waarop het ontwerp steunt bij het bepalen der oorspronkelijke nationaliteit. Zoo worden tegelijk de bepalingen 1° en 2° van artikel 1 gerechtvaardigd, in de veronderstelling dat de vader en de moeder van het wettig kind nie dezelfde nationaliteit bezitten. Wat het nageboren kind aangaat, het doet er weinig toe dat het den naam drage van zijn vader en geroepen worde om dezen op te volgen; het zal niettemin aan het gezag zijner moeder onderworpen zijn; zij is het, die zijn geest en zijne gevoelens zal vormen.

De bepalingen van artikel 1, 3° en van artikel 2 betreffende het natuurlijk kind, zijn gelijkkluidend met de vroegere wet en met de Fransche wet van 1889.

2° Het ontwerp neemt niet de bijzondere bepaling over van artikel 3 der wet van 1909 die slechts te verklaren is door wat Valéry in het *Droit international privé*, n° 161, noemt « *un esprit de chauvinisme excessif* ». Wanneer na de geboorte van het kind de Belgische vader vrijwillig eene vreemde nationaliteit verkrijgt, verliest dit kind *ipso facto* de Belgische nationaliteit; verkrijgt de vader eene andere nationaliteit gedurende het uterinaal leven van het kind, is het dan niet niterst onlogisch dit kind te verbinden aan een land tot hetwelk zijn vader niet meer behoort? Het *werkelijk* belang van het kind is, dat het tot het tegenwoordig vaderland van zijn vader behoore, en dit belang moet in dit geval beslissend zijn. De afschaffing van artikel 3 der wet van 1909 zal er overigens toe bijdragen de eenheid van nationaliteit in de familie te doen heerschen. Zij is bovendien van aard om conflicten tusschen onze wetgeving en de Fransche te voorkomen.

3° Het ontwerp gewaagt niet van de bepaling van artikel 4 der wet van 1909 betreffende de in België geboren kinderen uit ouders wier nationaliteit onbekend is. Het vermoeden van gehechtheid aan de Belgische natie dat den grondslag vormt van het systeem van het *jus sanguinis*, is evenmin aanwezig wanneer de vader van het kind geen gekende nationaliteit bezit als wanneer hij eene bepaalde nationaliteit heeft. De toekenning van den staat van Belg is eene weldaad en geenszins een last; geboren Belg te zijn is een voordeel; om welke reden zou men dit voordeel toekennen aan het kind van iemand die geen vaderland heeft? Wenscht dit kind, dat in België geboren is, deel uit te maken van de Belgische familie, en verdient het zulks,

dan opent artikel 6, door middel van de verklaring van optie, hem daartoe den weg. Niet met voordeelen; maar met lasten moet de heimatloosheid bestreden worden.

4^o Artikel 3 stelt een einde aan eene betwiste vraag, doordat het de oplossing aanneemt die door alle schrijvers over rechtswetenschap wordt voorgestaan, zelfs door degene die staande houden dat, in den huidige staat der wetgeving, in de wettiging van het kind geene reden kan gevonden worden om zijne nationaliteit te wijzigen.

ART. 4.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot door nationaliteitskeuze Belg wordt, volgt den staat van haar man.

Het inlassen der woorden *door nationaliteitskeuze* heeft ten doel een scheidingslijn te trekken tusschen het geval van keuze en het geval van naturalisatie, zooals de wensch werd uitgesproken bij de behandeling der wet van 1909. (Senaat, *Bescheiden*, 1908-1909, bl. 18.)

ART. 5.

De niet geëmancipeerde minderjarige kinderen worden Belgen, wanneer de ouder die over hen het bewaarrecht uitoefent, vrijwillig den staat van Belg verwerft of herkrijgt.

Tot zij ten volle den leeftijd van twee-en-twintig jaar hebben bereikt, kunnen zij echter van de Belgische nationaliteit afzien door eene verklaring afgelegd op de bij artikel 20 bepaalde wijze.

Evenals in artikel 16 wordt in artikel 5 de uitdrukking *niet gehuwde*, — die voorkomt in de overeenkomstige artikelen der wet van 1909, — vervangen door de uitdrukking *niet geëmancipeerde*. Het kan immers gebeuren dat de vader, die van nationaliteit verandert, onder zijn gezag ongehuwde kinderen heeft, die de meerderjarigheid nabij zijn, en dat deze kinderen er een groot belang bij hebben hunne oorspronkelijke nationaliteit te bewaren. Volgens de opvatting van het ontwerp doet de bevoegdheid die de vader bezit om de emancipatie te verleenen dezen het middel aan de hand om dit belang te vrijwaren, dat van het hoogste gewicht kan zijn.

Het ontwerp voorziet het geval waarin de vader en moeder van het niet geëmancipeerd minderjarig kind uit den echt of van tafel en bed gescheiden zijn. Het bepaalt dat het kind de nationaliteit zal bezitten van dengenen zijner ouders aan wie de leiding zijner opvoeding door de rechtbank (art. 502 van het B. W.), of bij onderlinge overeenkomst der echtgenooten (art. 280 B. W.), werd toevertrouwd.

Men dient op te merken dat, indien het huwelijk eene vrijwillige daad is, de nationaliteitsverandering, die er door bovenstaand artikel 4 aan verbonden is, een zuiver wettelijk uitwerksel is, en geenszins een rechtstreeksch en onmiddellijk gevolg van den wil der echtgenooten. De bepaling in artikel 5 is dus niet toepasselijk op de kinderen eener weduwe of eener echtgescheiden vrouw, die met een Belg huwt. Dit was reeds zoo in de wet van 1909.

ART. 6.

Kunnen den staat van Belg door keuze verkrijgen, op de verder nader bepaalde voorwaarden en wijze :

1^o Het kind in België geboren ;

2^o Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders van wie er één sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België had, of uit ouders van wie er één den staat van Belg heeft bezeten.

ART. 7.

Nationaliteitskeuze is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving, die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

De ontvankelijkheid der keuze hangt van de twee volgende voorwaarden af :

1^o De belanghebbende moet zijn gewone verblijfplaats in België hebben gehad van zijn 14^e jaar af tot hij ten volle 18 jaar oud is geworden en ook gedurende het jaar dat aan de verklaring zijner keuze is voorafgegaan ;

2^o De verklaring der keuze moet afgelegd worden vóórdat de belanghebbende ten volle 22 jaar oud is.

Met het verblijf in België, gedurende de minderjarigheid, wordt gelijkgesteld het verblijf in een vreemd land, zoolang de vader aldaar eene door de Belgische Regeering begeven betrekking vervulde.

De onder bovenstaand n^o 1 opgelegde verblijfsvoorwaarde is beperkt tot het jaar dat aan de keuze voorafging, wat betreft het kind uit vreemde ouders geboren, van wie er ééne den staat van Belg bezeten heeft.

De belanghebbende die doet blijken dat hij verhinderd is geweest de verklaring zijner keuze af te leggen sedert hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, kan van de vervallenverklaring ontheven worden door den rechter die beslist over de inwilliging der keuze.

In algemeenen regel is de verklaring van nationaliteitskeuze slechts ontvankelijk, volgens n^o 1 van artikel 7, wanneer degene die haar indient zijne gewone verblijfplaats in België heeft gehad van af zijn 14^e jaar totdat hij ten volle achttien jaar oud was. Er dient een ernstig vermoeden te bestaan, — hetwelk door den rechter, die over de keuze uitspraak doet, moet onderzocht worden, — dat het kind eene Belgische opvoeding heeft genoten en dat er tusschen hem en ons land ongeveinsde banden bestaan.

Bij uitzondering wordt de voorwaarde, volgens dewelke het kind in België moet opgevoed zijn, niet geëischt van het kind dat geboren is uit een gewezen Belg. Vaak immers zal de naturalisatie van den vader in een vreemd land feitelijk niet geheel vrijwillig zijn geschied : geldelijke belangen die men moet verbieden (het behouden van eene betrekking, machtiging vereischt tot het uitoefenen van een of ander beroep, enz.) zullen den vader daartoe hebben genoopt ; ofschoon het kind in een vreemd land werd opgevoed, zal zijn geest niet van het land zijner voorouders vervreemd zijn, het zal door-drongen zijn van de herinneringen en de tradities zijner familie ; het zal in

België nog een aantal bloedverwanten hebben. Is het niet voldoende te eischen dat het zich weer in België is komen vestigen één jaar voordat het onze nationaliteit aanvraagt? Steeds kan de rechter die over de optie uitspraak heeft te doen, nagaan of het kind naar Belgischen geest werd opgevoed.

ART. 8.

De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan bij akte opgemaakt ten parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de aangever zijne gewone verblijfplaats heeft. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor bekendmaking daarvan door plakbrieven aan de deur van het gemeentehuis en aan de deur der woning van den aangever, alsmede door inlassching in een dagblad der provincie. De bekendmaking vermeldt den termijn gedurende welken die magistraat een onderzoek instelt naar de geschiktheid van den aangever. Steeds wordt het advies van den vrederechter ingewonnen. De voorzitter der rechtbank van eersten aanleg doet over de aanvaarding der nationaliteitskeuze uitspraak na ingewonnen advies van den procureur des Konings en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen. De beslissing wordt niet met redenen omkleed; zij wordt den aangever beteekend door bemiddeling van den procureur des Konings.

Binnen vijftien dagen na de beteekening, kunnen de aangever en de procureur des Konings zich tegen de beslissing van den voorzitter der rechtbank voorzien, bij een tot den eersten voorzitter van het Hof van Beroep gericht verzoekschrift. Deze beschikt in laatsten aanleg na ingewonnen advies van den procureur generaal en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen.

Dagvaarding en beteekening geschieden langs bestuurlijken weg.

De eindbeslissing, waarbij de nationaliteitskeuze wordt goedgekeurd, wordt op aanzoek van het Openbaar Ministerie overgeschreven in het bij artikel 20 gemelde register. De keuze heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

In een goed geregelde wetgeving zou het aanvaarden der optie moeten behoren tot de bevoegdheid eener bestuursoverheid, die niet kon verdacht worden van partijdigheid, ingegeven door kliekjesgeest of dorpspolitiek. Tot die gewenschte jurisdictie wordt opgericht, dient de last om over verklaringen van nationaliteitskeuze uitspraak te doen aan de rechterlijke overheid toevertrouwd. Maar door deze tijdelijke toekenning wordt de in wezen administratieve aard der aanvaarding geenszins gewijzigd. Er kan geen spraak zijn in dezen de regelen der rechterlijke behandeling toe te passen; het is eene administratieve behandeling die door het ontwerp wordt ingesteld. Evenmin is de uitspraak van den rechter met redenen omkleed; hij mag niet gedwongen zijn feiten aan te voeren, die niet gerechtelijk zijn vastgesteld, maar die nochtans voldoende redenen uitmaken om de aanvraag van de hand te wijzen. Er kan ook geen spraak zijn, gezag van gewijsde te hechten aan de beslissing tot verwerping eener optie; niets verzet er zich tegen dat degene die er niet in geslaagd is zijne aanvraag binnen de eerste dagen van den wettelijken termijn te doen inwilligen, die aanvraag later op-

nieuw indiene, nadat hij nieuwe blijken van zijne gehechtheid aan ons vaderland heeft gegeven.

ART. 9.

Door naturalisatie wordt de staat van Belg verkregen.

Door de gewone naturalisatie worden echter niet de politieke rechten verkregen waarvoor de Grondwet of de wetten de staatsnaturalisatie eischen.

De term *naturalisatie* wordt hier in zijn engen en technischen zin gebruikt; het is de daad waarbij de wetgevende macht aan een vreemdeling de Belgische nationaliteit toekent.

Het eerste lid van het artikel is gelijk aan artikel 10 der wet van 1909 en verwerpt aldus de leer van Laurent. I, n^o 352, volgens dewelke aan den politieken staat der kinderen, die geboren worden nadat hun vader de gewone naturalisatie heeft verkregen, dezelfde beperking wordt gesteld als aan den staat van hun vader. Uit een Belg gesproten, zijn deze kinderen Belgen door geboorte.

ART. 10.

Om de staatsnaturalisatie te verkrijgen moet men :

1^o ten rolle 25 jaar oud zijn;

2^o sedert ten minste tien jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter tot vijf jaar verminderd voor den vreemdeling die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

Staatsnaturalisatie kan wegens aan den Staat of aan de kolonie bewezen uitnemende diensten zonder eenige andere vereischte worden verleend.

Deze tekst vereenvoudigt de bepaling van artikel 2 der wet van 1881. Daarin bestaat geen gevaar. Indien door de algemeene wet in zekere mate gemakkelijk gelegenheid gegeven wordt tot het bekomen der staatsnaturalisatie, toch blijven de Kamers steeds oppermachtig in hun oordeel over de gegrondheid van elk verzoek. Het is de noodzakelijke tusschenkomst der wetgevende macht die een waarborg biedt tegen het misbruik der naturalisaties. Evenals onder de wet van 1881, zullen de staatsnaturalisaties nooit zeer talrijk zijn. Voor het tienjarig tijdvak 1881-1890 waren er 524; voor het tijdvak 1891-1900, 129, en voor het tijdvak 1901-1910, 87; van 1911 tot 1914 waren er 12.

ART. 11.

Om de gewone naturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

1^o ten volle 22 jaar oud zijn;

2^o sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de kolonie hebben. Dit tijdsbestek is echter verminderd tot twee jaar voor den vreemdeling, die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die

weduwnaar is of gescheiden van een vrouw van Belgischen oorsprong, bi dewelke hij één of meer nakomelingen heeft.

ART. 12.

Het verzoek om naturalisatie is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit, ofschoon hij eene nieuwe verkrijgt.

ART. 13

De vrouw die samen met haar echtgenoot om naturalisatie verzoekt heeft niet te voldoen aan de door artikelen 10 en 11 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken.

Artikel 4 kent den staat van Belg niet toe aan de vrouw van den vreemdeling die Belg wordt door naturalisatie. Maar men moet die vrouw in de gelegenheid stellen samen met haar echtgenoot onze nationaliteit te verkrijgen. In het algemeen is de voorgestelde tekst er naar gericht om de nationaliteitsveranderingen zooveel mogelijk te zamen te doen geschieden. Niets is meer te betreuren dan het bestaan van meerdere nationaliteiten in een zelfde familiegroep. De minderjarige en niet geëmancipeerde kinderen van den genaturaliseerde zijn in de bepalingen van artikel 3 begrepen.

ART. 14.

Elk verzoek om naturalisatie moet onderteekend zijn door hem die het indient of door zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht. Het wordt tot den Minister van Justitie gericht, die het verder mededeelt aan het parket der rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft. Overeenkomstig artikel 8, zorgt de procureur des Konings voor de bekendmaking en doet een onderzoek naar de geschiktheid van den verzoeker.

Na afloop van het onderzoek worden het verzoek en al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan de wetgevende macht. Heeft de verzoeker zijn verblijf in de kolonie, dan wordt voor bekendmakingen onderzoek gezorgd door den Minister van Koloniën.

ART. 15.

De akte van naturalisatie, door de Kamers aangenomen en door den Koning bekrachtigd, wordt den verzoeker beteekend door de zorg van den Minister van Justitie. Binnen twee maanden na de beteekening moet de verzoeker of zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht de overschrijving er van eischen op het in artikel 20 vermelde register. Deze akte heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Zij wordt door het Staatsblad bekendgemaakt met vermelding der overschrijving.

De Raad heeft niet gemeend de bepaling van artikel 6 der wet van 1881 te moeten overnemen, zelfs niet met de wijzigingen die in den Senaat door de heeren Léger en Hanrez werden voorgesteld in den zittijd 1907-1908 (Bescheiden, blz. 181). Het wou den Raad vóórkomen dat door de twee Kamers eene bepaalde parlementaire behandeling op te leggen, dit artikel 6 inbreuk heeft gedaan op de grondwettelijke macht die elke Kamer bezit om zelve, door haar reglement, de wijze te bepalen waarop zij hare bevoegdheden uitoefent (art. 46 der Grondwet).

ART. 16.

De staat van Belg wordt verloren :

1° Door hem die uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt ;

Wordt geacht uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkregen te hebben, hij die, haar van rechtswege verkregen hebbende, eene daad verricht die noodzakelijk doet veronderstellen dat hij het inzicht heeft ze te aanvaarden ;

2° Door de vrouw die in het huwelijk treedt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit, indien ook zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt ;

3° Door de vrouw wier echtgenoot uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt, indien ook zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt.

De vrouw kan echter den staat van Belg behouden door eene verklaring, op de bij artikel 20 bepaalde wijze af te leggen binnen zes maand na den dag waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn ;

4° Door de niet-geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die bij toepassing van dit artikel vreemdeling is geworden en die over hen bewaarrrecht uitoefent, indien zij tegelijk met hun vader de vreemde nationaliteit verkregen hebben.

ART. 17.

De vrouw die bij toepassing van artikel 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien altijd terugverkrijgen na de ontbinding van het huwelijk door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen, nadat zij gedurende één jaar haar gewoon verblijf in België heeft gehad.

Het kind dat bij toepassing van artikel 16, 4°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien tusschen den vollen leeftijd van 18 en 22 jaar terugverkrijgen door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat het gedurende één jaar zijn gewoon verblijf in België heeft gehad. De slotbepaling van artikel 7 is op hem toepasselijk.

De krachtens dit artikel afgelegde verklaringen van keuze behoeven de goedkeuring van de rechterlijke macht, en het besluit van goedkeuring wordt overeenkomstig artikel 8 overgeschreven.

Er bestaat geen enkele reden om het terugbekomen van den staat van Belg te vergemakkelijken voor hem die dien staat vrijwillig verloren heeft.

Wil hij dien staat terugbekomen dan moet hij zich aan de voorwaarden der naturalisatie onderwerpen.

Er bestaat geen enkele reden om te bepalen dat de vrouw die, krachtens artikel 16, 2^o of 3^o, opgehouden heeft Belg te zijn, van rechtswege dien staat terugkome na de ontbinding van haar huwelijk, zelfs al heeft zij steeds in België verblijf gehouden. Het is mogelijk dat deze vrouw er geen prijs op stelt de Belgische nationaliteit terug te bekomen. Waarom haar tegen haar wil dien staat opleggen? Wenscht zij de Belgische nationaliteit terug te bekomen, waarom zou men haar dan die gunst verleenen zonder eenigen waarborg ten aanzien van hare ware gevoelens jegens de vreemde natie tot dewelke zij naar rechten behoort?

Door het tweede lid van het voorgesteld artikel wordt het kind dat Belg geweest is gelijkgesteld met het kind geboren uit een gewezen Belg.

ART. 18.

Het verkrijgen, verliezen of terugverkrijgen van den staat van Belg, op welken grond dan ook, heeft slechts kracht voor de toekomst.

ART. 19.

Van den leeftijd van ten volle 18 jaar af, zijn de minderjarige kinderen bevoegd om de bij de artikelen 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, met bijstand van de personen wier toestemming zij behoeven voor de geldigheid van het huwelijk volgens de in hoofdstuk I van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek voorziene voorwaarden.

De toestemming wordt gegeven hetzij in de verklaringsakte zelve, hetzij bij afzonderlijke akte, door een ambtenaar van den burgerlijken stand te ontvangen; deze afzonderlijke akte moet aan de verklaringsakte worden toegevoegd.

Onvermijdelijk moest het ontwerp het grondbeginsel handhaven volgens hetwelk de van het kind, dat geen 21 jaar oud is, vereischte bevoegdheid om de in artikelen 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, moet worden beheerscht door al de voorschriften waarbij onze innerlijke wetgeving het huwelijk regelt.

Maar de raad heeft zijn leedwezen erover uitgedrukt dat, in afwijking van de Fransche wet, de Belgische wet op de huwelijksvoorwaarden nog geen einde heeft gesteld aan het absolute overwicht van den vader op de moeder in geval van echtscheiding of scheiding van tafel en bed.

ART. 20.

De in de artikelen 5 en 16 voorziene verklaringen worden ontvangen door den ambtenaar van den burgerlijken stand van de gemeente waar de betrokkenen hun gewoon verblijf hebben; zij worden overgeschreven in het register der geboorteakten of in een in duplo gehouden bijzonder register. De ambtenaar van den burgerlijken stand treedt op zonder bijstand van getuigen. Van deze verklaringen wordt melding gemaakt op den kant der geboorteakte.

Hetzelfde geldt ten aanzien van de goedkeuring van nationaliteitskeuze en van de overschrijving van naturalisatie.

ART. 21.

De staat van Belg door geboorte is voldoende vastgesteld, indien is bewezen dat de ouder van den verzoeker, van wiens of wier nationaliteit de zijne afhangt, den staat van Belg bezit.

Het bezit van den staat van Belg wordt verkregen door de uitoefening van de rechten die deze staat toekent.

Tegenbewijs is steeds toegelaten.

Ondanks de vele gevallen waarin de artikelen 7 en 17 der wet van 1909 werd toegepast, zullen er nog wel gevallen zijn waarin het kind dat Belg is door geboorte, *jure sanguinis*, met moeite zijne nationaliteit zal kunnen vaststellen, tenzij het opklimme tot 1803, tot het oud beginsel der territorialiteit, *jus soli*. De voorgestelde tekst huldigt de leer der Fransche deskundigen in burgerlijk recht, aangaande het bewijs van de oorspronkelijke nationaliteit. Het beantwoordt zonder twijfel aan den geest van het Burgerlijk Wetboek dat het bezit van staat, hetwelk als bewijs wordt aangenomen van het huwelijk en de afstamming, insgelijks ontvankelijk zij als bewijs van de nationaliteit.

ART. 22.

De artikelen 1 tot 11 der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, de artikelen 1 tot 15 der wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit, de wet van 1 Juni 1911 en de besluit-wet van 11 Mei 1918 betreffende de afstammelingen van de bewoners der afgestane gedeelten van het Rijk en artikelen 3 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze zijn ingetrokken.

OVERGANGSBEPALINGEN.

I. *Gedurende het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, kunnen de door de artikelen 1 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze bedoelde personen voor de Belgische nationaliteit opteeren, zelfs wanneer zij den leeftijd van 22 jaar overschreden hebben, bijaldien zij aan de andere, door bovenstaande artikelen 6 en 7 voorgeschreven voorwaarden voldoen. Hunne keuze wordt eerst van kracht als zij goedgekeurd is overeenkomstig het bepaalde in bovenstaand artikel 8.*

II. *Bij de artikelen 4 en 6 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze voorziene verklaringen dienen afgelegd overeenkomstig bovenstaande artikelen 19 en 20.*

III. *De kinderen en afstammelingen van elken persoon die, terwijl hij naar luid van artikel 1 der wet van 4 Juni 1839 den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn domicilie naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door vóór den ambtenaar van den burgerlijken*

stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring geldt het voorgeschrevene in bovenstaande artikelen 19 en 20 in zake bevoegdheid en formaliteiten. Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar, te rekenen van den dag waarop de wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, te rekenen van den dag hunner meerderjarigheid.

IV. § 1. Op de vervolging van het Openbaar Ministerie, wordt van den staat van Belg vervallen verklaard, hij die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht is tegenover België of diens bondgenooten te kort is gekomen.

In verschillende punten wijkt die bepaling af van het op 12 Januari 1920 door de Regeering bij de Kamer ingediend ontwerp.

A. Zij wil geen uitvoerige opsomming geven van alle redenen tot vervallenverklaring. Aan een arrest van het Hof te Gent, gewezen op 7 Juni 1919 (P. 1919, 2, 100) ontleent zij de formule die tegelijk algemeen en bepalend is : ernstig te kort gekomen zijn aan zijne plichten jegens het vaderland gedurende den oorlog. Zoo wordt de poging tot bijstand van den vijand evenzeer getroffen als de daad van bijstand; in afwijking van de Fransche wet van 18 Juni 1917 treft het ontwerp der Regeering die poging niet. Op die wijze — en dit is het voornaamste punt — worden degene getroffen die hunne medewerking hebben verleend aan de kuiperijen van den vijand tegen de eenheid van het Vaderland. Men kan zich niet voorstellen dat hij, die eene politiek heeft gediend, welke rechtstreeks de vernietiging der Belgische nationaliteit beoogde en haar naar de ziel tastte, niet evenzeer door de vervallenverklaring zou worden getroffen, als hij die de wapens tegen België of zijne bondgenooten heeft opgenomen.

B. De bepaling maakt geen enkel onderscheid tusschen de verraders, zij mogen Belgen zijn door geboorte of het op eene of andere wettelijke wijze geworden zijn. Terecht heeft men het gezegd : gelijke toestanden, gelijke sanctie. Heeft hij die Belg is door geboorte niet meer schuld dan hij die Belg werd door een eenvoudig uitwysel der wet?

C. Bij de vervallenverklaring van den staat van Belg voegt de voorgestelde bepaling niet de berooving der rechten opgesomd in artikel 31 van het strafwetboek. Dat komt doordat de berooving van het meerendeel der rechten een *wettelijk* gevolg is van het verlies van den staat van Belg; dit geldt voor de bij n° 1, 2 en 4 van artikel 31 opgesomde rechten. Wat de andere rechten betreft, het systeem van dit artikel 31, 1^{ste} lid, en der artikelen 32 en 33 volstaat opdat de verraders van die rechten beroofd worden door het gerechtelijk gevolg van de krachtens de artikelen 113 en volgende nieuwe artikelen van het strafwetboek uitgesproken veroordeelingen.

§ 2. — *Artikel 2 der wet van 12 Februari 1897 op de vreemdelingen is niet toepasselijk op hen die met vervallenverklaring worden gestraft.*

§ 3. — *De vordering tot vervallenverklaring wordt ingesteld bij de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg ter woonplaats van den verweerder of, bij gebreke aan een gekende woonplaats, bij die zijner laatste verblijfplaats. Bij gebreke aan een gekende woon- of verblijfplaats in België, is de rechtbank van eersten aanleg te Brussel bevoegd.*

Het vonnis is voor hooger beroep vatbaar. Het vonnis of het arrest, wanneer het, op grond van niet verschijning, bij verstek wordt gewezen, beveelt dat het, na zijne beteekening, zal bekendgemaakt worden in twee dagbladen van de provincie en in het Staatsb'ad; verzet is niet meer toegelaten na afloop van acht dagen, te rekenen van den dag der bekendmaking, welke termijn, zoo daartoe termen zijn, overeenkomstig artikel 1033 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt verlengd. »

Deze vordering tot vervallenverklaring is geene straf- noch tuchtvordering; zij is enkel eene burgerlijke rechtsvordering, die gelijk is aan de vordering welke de wet van 13 Mei 1912 op de kinderbescherming in zake ontzetting uit het ouderlijk gezag heeft ingesteld.

De slotbepaling van § 3 betreffende het geval van verstek bij niet verschijning, bepaalt tot wanneer de niet verschijnende in verzet kan komen tegen het vonnis of het arrest. Eene bijzondere regeling diende ingesteld, daar in deze zaken geen spraak kan zijn van eene der handelingen voorzien bij artikel 139 van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering waardoor het recht op verzet wordt ontnomen. De door het ontwerp aangenomen regeling lijkt tegelijk juridisch en billijk; juridisch, want de bekendmaking van het vonnis is er de uitvoering van; billijk, want na deze bekendmaking heeft de niet-verschijnende nog acht dagen tijd om het recht op verzet uit te oefenen.

§ 4. — *De rechtsvordering tot vervallenverklaring kan niet later dan drie jaar na het in werking treden dezer wet ingesteld worden.*

§ 5. — *Elk vonnis tot vervallenverklaring dat kracht van gewijsde heeft verkregen, wordt in het bij artikel 20 bedoelde register overgeschreven. Er wordt melding van gemaakt op den kant der geboorteakte.*

De vervallenverklaring heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Deze wordt bij uittreksel in het Staatsblad bekendgemaakt.

§ 6. — *De vrouw van den vervallenverklaarden Belg kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen den tijd van één jaar te rekenen van den dag der overschrijving van de vervallenverklaring; is zij minderjarig, dan gaat de termijn eerst in met hare meerderjarigheid.*

Dezelfde bevoegdheid wordt aan de kinderen toegerekend binnen denzelfden termijn.

De minderjarige kinderen kunnen van den leeftijd van ten volle 18 jaar af de Belgische nationaliteit afwijzen in de bij artikel 19 dezer wet bepaalde voorwaarden.

De nationaliteitsafwijzing geschiedt op de bij artikel 20 dezer wet bepaalde wijzen.

<i>De Secretaris,</i>	<i>De Voorzitter,</i>	<i>De Verslaggevers,</i>
Chev. ERNST DE BUNSWYCK.	Charles DEJONGH.	G. GALOPIN et F. MORELLE.



PROJET DE LOI

relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont Belges :

1° L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de Belge au jour de la naissance ;

2° L'enfant légitime posthume, né d'une mère belge, même en pays étranger ;

3° L'enfant né en Belgique de parents légalement inconnus. L'enfant trouvé en Belgique est présumé jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 2.

L'enfant naturel, dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité et avant son émancipation, suit

WETSONTWERP

betreffende het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen Naam, bij de Welgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Belg zijn :

1° Het wettig kind, geboren zelfs in een vreemd land, uit een vader die tijdens de geboorte Belg was ;

2° Het wettig nageboren kind, zelfs in een vreemd land uit eene Belgische moeder geboren ;

3° Het kind in België geboren uit wettelijk onbekende ouders. Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 2.

Het natuurlijk kind, wiens afstamming gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie wettelijk is

la condition de sa mère au jour de l'acte ou du jugement déclaratif de filiation. Si ce jugement n'est rendu qu'après la mort de la mère, l'enfant suit la condition que celle-ci avait au jour de son décès.

Il ne suit la condition de son père que si la preuve de sa filiation paternelle est antérieure ou concomitante à celle de sa filiation maternelle.

ART. 3.

L'enfant naturel légitimé pendant sa minorité et avant son émancipation, suit la condition de son père, si celui-ci est Belge ou sujet d'une nation dont la loi confère aux enfants légitimés la nationalité de leur père.

ART. 4.

L'étrangère qui épouse un Belge ou dont le mari devient Belge par option suit la condition de son mari.

ART. 5.

Deviennent Belges les enfants mineurs non émancipés lorsque celui de leurs auteurs qui exerce sur eux le droit de garde acquiert volontairement ou recouvre la qualité de Belge.

Ils peuvent toutefois, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur vingt-deuxième année, renoncer à la nationalité Belge par une déclaration faite dans les formes établies par l'art 20.

ART. 6.

Peuvent acquérir la qualité de Belge par option, sous les conditions

vastgesteld, volgt den staat dien zijne moeder tijdens de akte of tijdens het vonnis tot vaststelling der afstamming bezat. Valt dit vonnis eerst na den dood der moeder, dan volgt het kind den staat dien deze bezat tijdens haar overlijden.

Het volgt slechts den staat van zijn vader, wanneer het bewijs zijner afstamming van vaderszijde aan dit der afstamming van moederszijde voorafgaat of daarmee samengaat.

ART. 3.

Het natuurlijk kind, dat gedurende zijne minderjarigheid en vóór zijne emancipatie gewettigd wordt, volgt den staat van zijn vader, indien deze Belg is of onderdaan van eene natie, waarvan de wet aan de gewettigde kinderen de nationaliteit van hun vader toekent.

ART. 4.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot door nationaliteitskeuze Belg wordt, volgt den staat van haar man.

ART. 5.

De niet geëmancipeerde minderjarige kinderen worden Belgen, wanneer de ouder die over hen het bewaarrrecht uitoefent, vrijwillig den staat van Belg verwerft of herkrijgt.

Tot zij ten volle den leeftijd van twee en twintig jaar hebben bereikt, kunnen zij echter van de Belgische nationaliteit afzien door een verklaring afgelegd op de bij art. 20 bepaalde wijze.

ART. 6.

Kunnen den staat van Belg door keuze verkrijgen op de verder nader

et suivant les formes ci-après établies :

1^o L'enfant né en Belgique ;

2^o L'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait sa résidence habituelle en Belgique depuis cinq années au moins, ou de parents dont l'un avait eu la qualité de Belge.

ART. 7.

L'option n'est point recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité bien qu'il en acquière une nouvelle.

La recevabilité de l'option est soumise à ces deux conditions :

1^o L'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle en Belgique depuis l'âge de 14 ans jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis et durant l'année antérieure à la déclaration d'option ;

2^o la déclaration d'option doit être faite avant que l'intéressé ait accompli sa 22^e année.

Est assimilée à la résidence en Belgique, durant la minorité, la résidence en pays étranger aussi longtemps que le père y exerçait une fonction conférée par le Gouvernement belge.

La condition de résidence imposée par n^o 1 ci-dessus est limitée à l'année antérieure à l'option en ce qui concerne l'enfant né de parents étrangers dont l'un avait eu la qualité de Belge.

L'intéressé qui justifie avoir été empêché de faire sa déclaration d'option depuis qu'il a atteint l'âge de

nader bepaalde voorwaarden en wijze :

1^o Het kind in België geboren ;

2^o Het kind, in een vreemd land geboren uit ouders van wie er één sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België had, of uit ouders van wie er één den staat van Belg heeft bezeten.

ART. 7.

Nationaliteitskeuze is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

De ontvankelijkheid der keuze hangt van de twee volgende voorwaarden af :

1^o De belanghebbende moet zijn gewone verblijfplaats in België hebben gehad van zijn 14^e jaar af tot hij ten volle 18 jaar oud is geworden en ook gedurende het jaar dat aan de verklaring zijner keuze is voorafgegaan ;

2^o De verklaring der keuze moet afgelegd worden vóórdát de belanghebbende ten volle 22 jaar oud is.

Met het verblijf in België, gedurende de minderjarigheid, wordt gelijkgesteld het verblijf in een vreemd land, zoolang de vader aldaar eene door de Belgische Regeering begeben betrekking vervulde.

De onder bovenstaand n^o 1 opgelegde verblijfsvoorwaarde is beperkt tot het jaar dat aan de keuze voorafging, wat betreft het kind uit vreemde ouders geboren, van wie er één den staat van Belg bezeten heeft.

De belanghebbende die doet blijken dat hij verhinderd is geweest de verklaring zijner keuze af te leggen

21 ans peut être relevé de la déchéance par le magistrat qui statue sur l'agrération de l'option.

ART. 8.

La déclaration d'option est faite par acte dressé au Parquet du tribunal de première instance du lieu où le déclarant a sa résidence habituelle. Le procureur du Roi en assure immédiatement la publicité par affiches à la porte de la maison communale et à celle de la demeure du déclarant, ainsi que par insertion dans un journal de la province. La publication mentionne le délai pendant lequel ce magistrat procède à une enquête sur l'idonéité du déclarant. Le juge de paix est toujours appelé à donner son avis.

Le président du tribunal de première instance prononce sur l'agrération de l'option, après avis du Procureur du Roi, l'intéressé entendu ou appelé. La décision n'est pas motivée; elle est notifiée au déclarant par les soins du Procureur du Roi.

Dans les quinze jours de la notification, le déclarant et le Procureur du Roi peuvent se pourvoir contre la décision du président du tribunal, par requête adressée au premier président de la Cour d'appel. Celui-ci statue en dernier ressort, après avis du Procureur général, l'intéressé entendu ou appelé.

sedert hij den leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, kan van de vervallenverklaring ontheven worden door den rechter die beslist over de inwilliging der keuze.

ART. 8.

De verklaring van nationaliteitskeuze wordt gedaan bij akte opge maakt ten parkette der rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de aangever zijne gewone verblijfplaats heeft. De procureur des Konings zorgt onmiddellijk voor bekendmaking daarvan door plakbrieven aan de deur van het gemeentehuis en aan de deur der woning van den aangever, alsmede door inlassching in een dagblad der provincie. De bekendmaking vermeldt den termijn gedurende welken die magistraat een onderzoek instelt naar de geschiktheid van den aangever. Steeds wordt het advies van den vrederechter ingewonnen.

De voorzitter der rechtbank van eersten aanleg doet over de inwilliging der nationaliteitskeuze uitspraak na ingewonnen advies van den Procureur des Konings en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen. De beslissing wordt niet met redenen omkleed; zij wordt den aangever beteekend door de zorg van den procureur des Konings.

Binnen vijftien dagen na de teekening, kunnen de aangever en de procureur des Konings zich tegen de beslissing van den voorzitter der rechtbank voorzien, bij een tot den eersten voorzitter van het Hof van beroep gericht verzoekschrift. Deze beschikt in laatsten aanleg na ingewonnen advies van den procureur generaal en nadat de belanghebbende werd gehoord of opgeroepen.

Les citations et notifications se font la par voie administrative.

La décision définitive d'agrément est transcrite à la diligence du ministère public, sur le registre mentionné à l'article 20. L'option n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

ART. 9.

La naturalisation confère la qualité de Belge.

Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution ou les lois exigent la grande naturalisation.

ART. 10.

Pour pouvoir obtenir la grande naturalisation, il faut :

- 1° Être âgé de 25 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis dix ans au moins. Toutefois ce délai est réduit à cinq ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

La grande naturalisation peut être accordée, sans autre condition, pour services éminents rendus à l'État ou à la Colonie.

ART. 11.

Pour pouvoir obtenir la naturalisation ordinaire il faut :

- 1° Être âgé de 22 ans accomplis ;
- 2° Avoir sa résidence habituelle en Belgique ou dans la Colonie depuis cinq ans au moins. Toutefois, ce délai

Dagvaarding en beteekening geschieden langs bestuurlijken weg.

De eindbeslissing, waarbij de nationaliteitskeuze wordt goedgekeurd, wordt op aanzoek van het Openbaar Ministerie overgeschreven in het bij art. 20 gemelde register. De keuze heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

ART. 9.

Door naturalisatie wordt de staat van Belg verkregen.

Door de gewone naturalisatie worden echter niet de politieke rechten verkregen waarvoor de Grondwet of de wetten de staatsnaturalisatie eischen.

ART. 10.

Om de staatsnaturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

- 1° Ten volle 25 jaar oud zijn ;
- 2° Sedert ten minste tien jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek wordt echter tot vijf jaar verminderd voor den vreemdeling die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

Staatsnaturalisatie kan wegens aan den Staat of de Kolonie bewezen uitnemende diensten zonder eenige andere vereischte worden verleend.

ART. 11.

Om de gewone naturalisatie te kunnen verkrijgen moet men :

- 1° Ten volle 22 jaar oud zijn ;
- 2° Sedert ten minste vijf jaar zijn gewone verblijfplaats in België of in de Kolonie hebben. Dit tijdsbestek is

est réduit à deux ans pour l'étranger marié avec une femme d'origine belge ou veuf ou divorcé d'une femme d'origine belge dont il a un ou plusieurs descendants.

ART. 12.

La demande de naturalisation n'est pas recevable lorsque la législation qui régit l'intéressé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité, bien qu'il en acquière une nouvelle.

ART. 13.

La femme qui demande la naturalisation conjointement avec son mari est dispensée des conditions fixées par les articles 10 et 11.

Il en est de même des fils majeurs ou émancipés et des filles majeures ou émancipées, non mariées, qui demandent la grande naturalisation conjointement avec leur auteur.

ART. 14.

Toute demande de naturalisation est signée par celui qui la forme ou par son fondé de procuration spéciale ou authentique. Elle est adressée au Ministre de la Justice. Celui-ci la communique au Parquet du tribunal de première instance du lieu où l'intéressé a sa résidence habituelle. Le Procureur du Roi en assure la publicité et procède à une enquête sur l'idonéité de l'intéressé, conformément à l'article 8.

A l'expiration de l'enquête, la

echter verminderd tot twee jaar voor den vreemdeling. die gehuwd is met eene vrouw van Belgischen oorsprong, of die weduwnaar of gescheiden is van eene vrouw van Belgischen oorsprong, bij welke hij een of meer nakomelingen heeft.

ART. 12.

Het verzoek om naturalisatie is niet ontvankelijk wanneer de wetgeving die voor den belanghebbende geldt, dezen toelaat machtiging te bekomen tot het behouden zijner nationaliteit ofschoon hij er eene nieuwe verkrijgt.

ART. 13.

De vrouw, die samen met haar echtgenoot om naturalisatie verzoekt heeft niet te voldoen aan de door de artt. 10 en 11 bepaalde voorwaarden.

Hetzelfde geldt voor de meerderjarige of geëmancipeerde zonen en voor de niet gehuwde meerderjarige of geëmancipeerde dochters, die tegelijk met hun vader om naturalisatie verzoeken.

ART. 14.

Elk verzoek om naturalisatie moet ondertekend zijn door hem die het indient, of door zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht. Het wordt tot den Minister van Justitie gericht, die het verder mededeelt aan het Parket der rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft. Overeenkomstig artikel 8, zorgt de procureur des Konings voor de bekendmaking en doet een onderzoek naar de geschiktheid van den verzoeker.

Na afloop van het onderzoek worden

demande et toutes les pièces de l'instruction sont transmises au pouvoir législatif.

Lorsque l'intéressé réside dans la Colonie, la publicité de sa demande et l'enquête sont organisées par le Ministre des Colonies.

ART. 15.

L'acte de naturalisation voté par les Chambres et sanctionné par le Roi est notifié à l'intéressé par les soins du Ministre de la Justice. Dans les deux mois de la notification, l'intéressé ou son fondé de procuration spéciale et authentique doit en requérir la transcription sur le registre mentionné à l'article 20. Cet acte n'a d'effet qu'à compter de la transcription.

Il est publié au *Moniteur Belge* avec la mention de la transcription.

ART. 16.

Perdent la qualité de Belge :

1^o Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;

Est réputé acquérir volontairement une nationalité étrangère, celui qui, l'ayant acquise de plein droit, fait un acte qui suppose nécessairement son intention de l'accepter ;

2^o La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée, si la nationalité de son mari lui est acquise en vertu de la loi étrangère ;

3^o La femme dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si la nationalité de son mari lui

het verzoek en al de stukken van het onderzoek overgemaakt aan de wetgevende macht.

Heeft de verzoeker zijn verblijf in de Kolonie, dan wordt voor bekendmaking en onderzoek gezorgd door den Minister van Koloniën.

ART. 15.

De akte van naturalisatie, door de Kamers aangenomen en door den Koning bekrachtigd, wordt den verzoeker beteekend door de zorg van den Minister van Justitie. Binnen twee maanden na de beteekening moet de verzoeker of zijn lasthebber met bijzondere en authentieke volmacht de overschrijving ervan eischen op het in art. 20 vermelde register. Deze akte heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Zij wordt door het *Staatsblad* bekendgemaakt met vermelding der overschrijving.

ART. 16.

De staat van Belg wordt verloren :

1^o Door hem die uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkrijgt ;

Wordt geacht uit eigen wil een vreemde nationaliteit verkregen te hebben, hij die, haar van rechtswege verkregen hebbende, eene daad verricht die noodzakelijk doet veronderstellen dat hij het inzicht heeft ze te aanvaarden ;

2^o Door de vrouw die in het huwelijk treedt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit, indien ook zij de nationaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt ;

3^o Door de vrouw wier echtgenoot uit eigen wil eene vreemde nationaliteit verkrijgt, indien ook zij de na-

est acquise en vertu de la loi étrangère.

Toutefois, la femme peut conserver la qualité de belge par une déclaration faite dans les formes de l'article 20, durant les six mois à partir du jour où le mari a cessé d'être Belge;

4° Les enfants mineurs non émancipés d'un Belge devenu étranger par application du présent article et exerçant sur eux le droit de garde, s'ils ont acquis la nationalité étrangère en même temps que leur auteur.

ART. 17.

La femme qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16, 2° et 3°, peut toujours la recouvrer après la dissolution du mariage par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique.

L'enfant qui a perdu la qualité de belge par application de l'article 16 4°, peut la recouvrer, entre l'âge de 18 ans et l'âge de 22 ans accomplis, par une déclaration d'option faite après une année de résidence habituelle en Belgique. La disposition finale de l'article 7 lui est applicable.

Les déclarations d'option faites en vertu du présent article sont soumises à l'agrément de l'autorité judiciaire et la décision d'agrément est transcrit conformément à l'article 8.

ART. 18.

L'acquisition, la perte ou le recouvrement de la qualité de Belge, de

tionaliteit van haar man krachtens de vreemde wet verkrijgt.

De vrouw kan echter den staat van Belg behouden door eene verklaring, op de bij art. 20 bepaalde wijze af te leggen binnen zes maand na den dag waarop haar man opgehouden heeft Belg te zijn;

4° Door de niet-geëmancipeerde minderjarige kinderen van een Belg die bij toepassing van dit artikel vreemdeling is geworden en die over hen bewaarrecht uitofcent, indien zij tegelijk met hun vader de vreemde nationaliteit verkregen hebben.

ART. 17.

De vrouw die bij toepassing van art. 16, 2° of 3°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien altijd terugverkrijgen na de ontbinding van het huwelijk door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat zij gedurende één jaar haar gewoon verblijf in België heeft gehad.

Het kind dat bij toepassing van art. 16, 4°, den staat van Belg heeft verloren, kan dien tussehen den vollen leeftijd van 18 en van 22 jaar terugverkrijgen door eene verklaring van nationaliteitskeuze af te leggen nadat het gedurende één jaar zijn gewoon verblijf in België heeft gehad. De slotbepaling van art. 7 is op hem toepasselijk.

De krachtens dit artikel afgelegde verklaringen van keuze behoeven de goedkeuring van de rechterlijke macht, en het besluit van goedkeuring wordt overeenkomstig artikel 8 overgeschreven.

ART. 18.

Het verkrijgen, verliezen of terugverkrijgen van den staat van Belg, op

quelque cause qu'elle procède, ne produit d'effet que pour l'avenir.

ART. 19.

Les enfants mineurs sont habiles à faire, dès l'âge de dix-huit ans accomplis, la déclaration prévue aux articles 5, 8 et 17, avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour la validité du mariage selon les conditions prescrites au chapitre 1^{er} du titre V du livre 1^{er} du Code Civil.

Le consentement est donné soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par un officier de l'État civil; cet acte séparé doit être annexé à l'acte de la déclaration.

ART. 20.

Les déclarations prévues aux articles 5 et 16 sont reçues par l'officier de l'État civil de la commune où les intéressés ont leur résidence habituelle; elles sont inscrites soit dans le registre aux actes de naissance, soit dans un registre spécial tenu double. L'officier de l'état civil instrumente sans l'assistance de témoins. Ces déclarations sont mentionnées en marge de l'acte de naissance.

Il en est de même des agrégations d'option et des transcriptions de naturalisation.

ART. 21.

La qualité de Belge de naissance est suffisamment établie par la preuve de la possession d'état de Belge en la

welken grond dan ook, heeft slecht, kracht voor de toekomst.

ART. 19.

Van den leeftijd van ten volle achttien jaar af, zijn de minderjarige kinderen bevoegd om de bij de artt. 5, 8 en 17 voorziene verklaring af te leggen, met bijstand van de personen wier toestemming zij behoeven voor de geldigheid van het huwelijk volgens de in hoofdstuk I van titel V van boek I van het Burgerlijk Wetboek voorziene voorwaarden.

De toestemming wordt gegeven, hetzij in de verklaringsakte zelve, hetzij bij afzonderlijke akte, door een ambtenaar van den burgerlijken stand te ontvangen; deze afzonderlijke akte moet aan de verklaringsakte worden toegevoegd.

ART. 20.

De in de artt. 5 en 16 voorziene verklaringen worden ontvangen door den ambtenaar van den burgerlijken stand van de gemeente waar de betrokkenen hun gewoon verblijf hebben; zij worden overgeschreven in het register der geboorteakten of in een in duplo gehouden bijzonder register. De ambtenaar van den burgerlijken stand treedt op zonder bijstand van getuigen. Van deze verklaringen wordt melding gemaakt op den kant der geboorteakte.

Hetzelfde geldt ten aanzien van goedkeuring van nationaliteitskeuze en van de overschrijving van naturalisatie.

ART. 21.

De staat van Belg door geboorte is voldoende vastgesteld, indien is bewezen dat de ouder van den verzoeker,

personne de celui des auteurs du réclamat, dont la nationalité forme la condition de la sienne.

La possession d'état de Belge s'acquiert par l'exercice des droits que cette qualité confère.

La preuve contraire est de droit.

ART. 22.

Les articles 1^{er} à 11 de loi du 6 août 1881 sur la naturalisation, les articles 1^{er} à 15 de la loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la loi du 1^{er} juin 1914 et l'arrêté-loi du 11 mai 1918, relatifs aux descendants des habitants des parties cédées du royaume, et les articles 3 et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

I. Pendant l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, peuvent faire option, pour la nationalité Belge même si elles ont dépassé l'âge de vingt-deux ans, mais si elles satisfont aux autres conditions prescrites par les articles 6 et 7 ci-dessus, les personnes visées par les articles 1^{er} et 5 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie.

Pour produire son effet, leur option doit être agréée conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

II. Les déclarations prévues aux articles 4 et 6 de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie se font conformément aux articles 19 et 20 ci-dessus.

III. Les enfants et descendants de

van wiens of wier nationaliteit de zijne afhangt, den staat van Belg bezit.

Het bezit van den staat van Belg wordt verkregen door de uitoefening van de rechten die deze staat toekent.

Tegenbewijs is steeds toegelaten.

ART. 22.

De artt. 1 tot 11 der wet van 6 Augustus 1881 op de naturalisatie, de artt. 1 tot 15 der wet van 8 Juni 1909 op de verwerving en het verlies van de nationaliteit, de wet van 1 Juni 1911 en de besluit-wet van 11 Mei 1918 betreffende de afstammelingen van de bewoners der afgestane gedeelten van het Rijk en de artt. 3 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze zijn ingetrokken.

Overgangsbepalingen.

I. Gedurende het jaar volgende op het in werking treden dezer wet, kunnen de door de artt. 1 en 5 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze bedoelde personen voor de Belgische nationaliteit opteeren, zelfs wanneer zij den leeftijd van twee en twintig jaar overschreden hebben, bijaldien zij aan de andere, door bovenstaande artt. 6 en 7 voorgescreven voorwaarden voldoen.

Hunne keuze wordt eerst van kracht als zij goedgekeurd is overeenkomstig het bepaalde in bovenstaand art. 8.

II. De bij de artt. 4 en 6 der wet van 25 October 1919 op de nationaliteitskeuze voorzien verklaringen dienen afgelegd overeenkomstig bovenstaande artt. 19 en 20.

III. De kinderen en afstammelingen

tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1859, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, peuvent acquérir la qualité de Belge en déclarant devant l'officier de l'état civil du lieu de leur résidence habituelle, que telle est leur intention.

La déclaration est soumise aux règles de capacité et de forme des articles 19 et 20 ci-dessus. Elle doit être faite dans le délai de trois années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi, et pour les mineurs, à partir du jour de leur majorité.

IV. § 1^{er}. — Sur la poursuite du Ministère public, est déclaré déchu de de la qualité de Belge celui qui a manqué grièvement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre.

§ 2. — L'article 2 de la loi du 12 février 1857 sur les étrangers n'est pas applicable à ceux qui ont été frappés de déchéance.

§ 3. — L'action en déchéance a lieu devant le tribunal civil de première instance au domicile du défendeur ou, à défaut de domicile connu, de sa dernière résidence. A défaut de domicile et de résidence connus en Belgique, le tribunal de première instance de Bruxelles est compétent.

Le jugement est susceptible d'appel.

Si le jugement ou l'arrêt est rendu par défaut, faute de comparaître, il

est nul van elken persoon die, terwijl hij naar lui van art. 1 der wet van 4 juni 1859 den staat van Belg had kunnen behouden, dien staat heeft verloren doordien hij verzuimde de vereischte verklaring af te leggen of zijn domicile naar België over te brengen, kunnen den staat van Belg verkrijgen door voor den ambtenaar van den burgerlijken stand hunner gewone verblijfplaats te verklaren dat zulks hun voornemen is.

Voor de verklaring geldt het voorgeschrevene in bovenstaande art. 19 en 20 in zake bevoegdheid en formaliteiten. Zij moet afgelegd worden binnen den tijd van drie jaar te rekenen van den dag waarop de wet in werking treedt en, voor de minderjarigen, te rekenen van den dag hunner meerderjarigheid.

IV. § 1. — Op de vervolging van het Openbaar Ministerie wordt van den staat van Belg vervallen verklaard, hij die, tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort is gekomen.

§ 2. — Art. 2 der wet van 12 Februari 1857 op de vreemdelingen is niet toepasselijk op hen die met vervallenverklaring worden gestraft.

§ 3. — De vordering tot vervallenverklaring wordt ingesteld bij de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg ter woonplaats van den verweerder, of, bij gebreke aan eene gekende woonplaats, bij die zijner laatste verblijfplaats. Bij gebreke aan een gekende woon- of verblijfplaats in België, is de rechtbank van eersten aanleg te Brussel bevoegd.

Het vonnis is voor hooger beroep vatbaar.

Het vonnis of het arrest, wanneer het, op grond van niet verschijning, bij

ordonne que, après sa signification, il sera publié dans deux journaux de la province et au *Moniteur Belge*; l'opposition ne sera plus recevable après l'expiration de la huitaine à compter de cette publication; ce délai étant augmenté, s'il y a lieu, conformément à l'article 1033 du code de procédure civile.

§ 4. — L'action en déchéance ne pourra être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur de la présente loi.

§ 5. — Tout jugement de déchéance qui a acquis force de chose jugée est transcrit dans le registre indiqué à l'article 20. Il en est fait mention en marge de l'acte de naissance.

La déchéance n'a d'effet que du jour de la transcription.

Celle-ci est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 6. — La femme du Belge déchu peut décliner la nationalité Belge dans le délai d'un an à partir du jour de la transcription de la déchéance; si elle est mineure, le délai ne commence à courir qu'à partir de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai. Les enfants mineurs sont admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis, dans les conditions déterminées par l'article 19 de la présente loi.

Les renoncations de nationalité

verstek wordt gewezen, beveelt dat het, na zijne beteekening, zal bekendgemaakt worden in twee dagbladen van de provincie en in het *Staatsblad*; verzet is niet meer toegelaten na afloop van acht dagen te rekenen van den dag der bekendmaking, welke termijn, zoo daartoe termen zijn, overeenkomstig art. 1033 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering wordt verlengd.

§ 4. — De rechtsvordering tot vervallenklaring kan niet later dan drie jaar na het in werking treden dezer wet ingesteld worden.

§ 5. — Elk vonnis tot vervallenverklaring dat kracht was gewijsde heeft verkregen, wordt in het bij art. 20 bedoelde register overgeschreven. Er wordt melding van gemaakt op den kant der geboorteakte.

De vervallenverklaring heeft slechts uitwerking te rekenen van den dag der overschrijving.

Deze wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* bekend gemaakt.

§ 6. — De vrouw van den vervallenverklaarden Belg kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen den tijd van een jaar te rekenen van den dag der overschrijving van de vervallenverklaring; is zij minderjarig, dan gaat die termijn eerst in met hare meerderjarigheid.

Dezelfde bevoegdheid wordt aan de kinderen toegekend binnen denzelfden termijn. De minderjarige kinderen kunnen van den leeftijd van ten volle 18 jaar af de Belgische nationaliteit afwijzen in de bij art. 19 dezer wet bepaalde voorwaarden.

De nationaliteitsafwijzing geschiedt

sont faites dans les formes déterminées par l'article 20 de la présente loi.

op de bij art. 20 dezer wet bepaalde wijze.

Donné à Laeken, le 10 juillet 1920.

Gegeven te Laken, den 10^e Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

